

**GUIDE
MÉTHODOLOGIQUE
EN VUE DE LA
RÉALISATION D'UNE
CARTOGRAPHIE
DES ACTEURS
DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE DES PAYS
D'AMÉRIQUE LATINE**



Ce guide méthodologique a été réalisé par Michel FALISSE pour le consultant IBF dans le cadre du contrat programme N° 2008/169094 de l'**Union européenne pour les ANE en Amérique latine**: Étude thématique sur les cartographies des acteurs non étatiques en Amérique latine réalisé par Michel Falisse et Beatriz Sanz – Corella.

"Ce rapport a été préparé grâce à l'aide financière de la Commission européenne. Les opinions exprimées ci-après sont celles des consultants et ne reflètent pas l'opinion officielle de la Commission. "

CONTENTS

INTRODUCTION

La participation de la société civile, pilier de la gouvernance	9
Aider les délégations de la CE à élaborer leur stratégie de soutien à la société civile.....	10
Une cartographie qui permette d’avoir une vision du réseau de la société civile.	10
Contexte de la note méthodologique	11
La spécificité du rôle de la société civile en Amérique latine : quelques notes.....	12

LES CONCEPTS: QUELQUES PRÉCISIONS

Les acteurs non étatiques (ANE).....	19
La société civile	20

LA CARTOGRAPHIE

Quels sont les objectifs d’une cartographie?	23
Qu’est-ce qu’une cartographie?	24
À quoi sert une cartographie de la société civile/ des ANE pour les délégations de la CE?	25
Comment réaliser une cartographie?.....	27
1: Définition des objectifs de la cartographie	29
2: La littérature concernant les acteurs sociaux	33
3: Rechercher dans les cartographies existantes	37

4: Collecter les données sur les acteurs	41
5: Création de matrices graphiques	45
6: Élaboration de lignes du temps	55
7: Identifier les principales tensions en action.....	59
8: Structurer les différents acteurs par niveaux	63
9: Définir les cadres dans lesquels évoluent les acteurs	67
10: Analyser les forces et les faiblesses	73
11: Pérenniser le travail de cartographie	75

ANNEXES

Contexte général	79
Le rôle politique des ANE est aujourd’hui reconnu dans les principaux documents d’orientation de la coopération européenne au développement	81
Évaluations de la relation société civile - CE	85
La politique de soutien à la société civile de la CE dans le contexte particulier latino-américain.....	89
Page Web de la RELEX	94
"L’exercice de cartographie dans le cycle de programmation"	96
Leçons tirées de la cartographie au Guatemala.....	97
Lignes directrices en matière de principes et de bonnes pratiques pour la participation des acteurs non étatiques dans le dialogue et la consultation en matière de développement.....	101

INTRODUCTION

■ La participation de la société civile, pilier de la gouvernance

Aux côtés des institutions publiques de l'État aux niveaux local, régional et national et des agents économiques liés au marché, la société civile et ses nombreux acteurs jouent un rôle essentiel dans la dynamique de développement des pays d'Amérique latine. Les acteurs de la société civile sont reconnus pour :

- La construction d'une légitimité démocratique citoyenne.
- La mise en œuvre de programmes et de projets dans des secteurs et des lieux où les structures de l'état n'ont pas toujours accès.
- Maintenir une pression constante qui garantit la recherche permanente d'une bonne gouvernance.

L'Union européenne et ses différentes composantes reconnaissent dans leurs documents et dans leurs déclarations le rôle joué par la société civile qui doit se traduire par un soutien significatif à ce pilier de la gouvernance et du développement.

En raison de la multiplicité des acteurs de la société civile, fruit de son propre dynamisme, il n'est pas aisé d'identifier les institutions stratégiques et fiables avec lesquelles la Commission peut travailler tant dans l'élaboration de ses stratégies que dans la partie opérationnelle de ses programmes. C'est la raison de l'élaboration de ce guide méthodologique.

■ Aider les délégations de la CE à élaborer leur stratégie de soutien à la société civile

Ce guide méthodologique a pour objectif de **favoriser une contribution intégrale des organisations de la société civile (OSC) et, dans le cadre plus large des acteurs non étatiques, une définition des stratégies de développement. Notre objectif est de proposer une méthodologie qui aide les délégations de la CE à mettre sur pied une stratégie globale de soutien à la société civile en tant qu'acteur de développement.**

Nous insisterons en particulier sur le cadre des relations UE-Amérique latine, en partant des exemples existants dans la région et plus particulièrement d'un exercice de cartographie de la société civile guatémaltèque.

■ Une cartographie qui permette d'avoir une vision du réseau de la société civile.

Vu l'exigence d'élargissement des connaissances en matière de contexte social, institutionnel, économique et politique des pays bénéficiaires de l'aide, ce guide a pour objectif spécifique **d'apporter des modèles pour l'élaboration d'un exercice de cartographie qui permette d'avoir une vision panoramique des réseaux de la société civile et de leurs relations avec le gouvernement et les bailleurs de fonds.**

Cette note méthodologique se situe dans le cadre d'une étude destinée à encourager les stratégies globales de participation des acteurs non étatiques en Amérique latine et qui inclut une composante empirique : la réalisation d'un exercice de cartographie de la société civile guatémaltèque réalisé entre les mois de mars et d'août 2009.

■ Contexte de la note méthodologique

Dans le débat sur l'efficacité de l'aide au développement, on accorde ces dernières années une importance accrue à la participation de la société civile à la définition des priorités et à l'évaluation de la coopération.

L'Union européenne et ses différentes composantes institutionnelles ont défini les objectifs en termes de participation de la société civile dans les différentes dynamiques socio-politiques de collaboration et de coopération.

Il s'agit principalement de la « Communication sur la participation des acteurs non étatiques » de 2002 (7 novembre; COM 2002 598) et du « Consensus européen pour le développement » et de la Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée «Le consensus européen» [Journal officiel C 46 du 24.2.2006].

Ce cadre plus spécifique se trouve à l'annexe 2 de la présente note: principaux documents d'orientation de la coopération européenne au développement.

Pour pouvoir opérationnaliser ces objectifs, la Commission européenne est en train d'élaborer des instruments tant au niveau financier que méthodologique.

Cette note méthodologique fait partie de ces efforts qui comprennent: une étude sur les programmes de renforcement des capacités de la société civile dans les pays ACP qui comprennent des aspects de méthodologie des cartographies, cette note méthodologique pour la réalisation de cartographies en Amérique latine et un exercice de cartographie en Asie.

■ La spécificité du rôle de la société civile en Amérique latine : quelques notes

D'un point de vue structurel, les sociétés d'Amérique latine sont très diversifiées, ce qui se reflète dans ses formes organisationnelles ou dans les luttes qui se sont déroulées tout au long de son histoire. On ne peut analyser cette diversité, présente dans des pays si particuliers, en quelques mots seulement. On peut toutefois noter quelques éléments qui peuvent guider la réflexion.

Les facteurs déterminants qui structurent ces sociétés sont variés:

Au niveau économique

- Il s'agit d'une des régions du monde où la tension sociale est la plus forte en termes de redistribution des revenus, ce qui a des conséquences importantes sur le niveau de pauvreté qui touche une grande partie de la population.
- L'exploitation des ressources naturelles, principalement les exploitations minières, le pétrole et le gaz naturel, sans oublier la ressource stratégique que représente l'eau – le bassin de l'Amazonie et la Cordillère des Andes.
- La dépendance macroéconomique de la majorité de ces pays vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union européenne et l'émergence d'une puissance régionale : le Brésil, qui a réussi à développer une économie productive nationale. La majorité des pays d'Amérique latine continuent à dépendre de leur agriculture et de l'exploitation de leurs ressources naturelles limitées et non renouvelables.

Les répercussions sur la dynamique des sociétés civiles.

Cette situation économique a généré des courants d'organisation des acteurs de la société civile qui se sont structurés sur la base de ces grands défis.

Au Brésil, le mouvement syndical de l'ABC pauliste au cours des années 1980 a été à l'origine du mouvement politique qui a permis au Brésil de sortir de façon démocratique du cycle des dictatures et d'amener au pouvoir le dirigeant syndical de la lutte des années 1980, Luis Ignacio Da Silva, Lula.

En Bolivie, les luttes pour la propriété nationale des hydrocarbures et du gaz naturel ont donné naissance au mouvement qui a amené Evo Morales au pouvoir.

En Argentine, le mouvement des « piqueteros » et des chômeurs en raison de la crise économique et financière a généré des changements politiques profonds dans le pays.

Dans quasi tous les pays d'Amérique latine, les mouvements paysans ont une longue histoire de lutte pour le droit à la terre et pour une réforme agraire de redistribution des terres.

C'est ainsi que dans de nombreux pays d'Amérique latine, les dynamiques de la sphère de la société civile sont plus fortes en termes de changement politique que les appareils mêmes de la sphère politique comme les partis politiques.

Au niveau politique

La deuxième moitié du XXe siècle en Amérique latine a été profondément marquée par le cycle des dictatures militaires dans quasiment tous les pays, en lien avec la guerre froide entre le bloc soviétique et les États-Unis.

Les notions de droite et de gauche se limitaient quasiment au parti communiste d'un côté et au pouvoir dictatorial de l'autre. Les mouvements de lutte armée ont également joué un rôle très important, incarnés par la victoire de la guérilla à Cuba et par les figures emblématiques de Fidel Castro et d'Ernesto Che Guevara.

Le phénomène des partis politiques structurés en Amérique latine n'a pas la même force que dans les démocraties historiques d'Europe ou des États-Unis et cela n'en reste pas moins une simple forme d'ascension. La tradition politique des partis en tant que tels reste faible, ce qui influence l'exercice du pouvoir dans ses formes populistes et militaires.

Avec le retour à des formes démocratiques d'exercice du pouvoir dans les années 1980 et 1990, la voie est à nouveau ouverte pour la construction de relations politiques « normales » entre la communauté internationale et les ex-dictatures.

La polarisation entre un radicalisme de droite et la gauche latino-américaine se cristallise autour des processus électoraux dont les dynamiques définissent la légitimité des dirigeants, principalement ceux qui sont nés des mouvements sociaux enracinés dans les organisations de la société civile comme le mouvement du MAS en Bolivie ou le mouvement indigène en Équateur.

Les répercussions dans les dynamiques de la société civile.

L'époque des dictatures militaires en Amérique latine a littéralement lancé les forces politiques dans la sphère de la société civile, puisqu'il n'y avait pas d'espace démocratique pour pratiquer la politique. Il s'est agi d'années de mouvements clandestins et dans la grande masse de réfugiés d'Amérique latine, principalement des intellectuels qui se trouvaient dans les grandes universités, les syndicats et les partis

politiques d'Europe. Les internationales politiques, qu'il s'agisse de l'internationale socialiste ou de l'internationale démocrate chrétienne ont également joué un rôle de catalyseur des forces politiques à l'extérieur. En Europe, c'était l'époque des milliers de comités de solidarité et des ONG politisées qui soutenaient ces courants anti-dictatoriaux.

À l'issue des dictatures, le retour des réfugiés politiques a été synonyme du retour à la sphère politique et nombre des leaders de la société civile ont été amenés à occuper des postes politiques, depuis les échelons les plus bas jusqu'aux fonctions de Président de la République.

Cette dialectique entre la sphère de la société civile et celle de la société politique continue d'imprégner les agissements des acteurs institutionnels de la société civile des pays d'Amérique latine. Les allées et venues de leaders entre les deux sphères sont fréquentes comme le sont les liens étroits entre les personnalités de chacune d'entre elles. Cette dialectique spécifique, propre à l'Amérique latine, a une incidence directe sur les dynamiques de recherche de cohésion sociale sur le continent.

Au niveau social

À l'échelle mondiale, le continent latino-américain est celui où la fracture sociale et les inégalités sont les plus flagrantes. Il est dès lors surprenant d'observer qu'il s'agit du continent où les budgets sociaux sont les plus bas.

L'État providence ne joue pas le rôle d'amortisseur des conflits et des tensions sociales en raison des limites de ses ressources fiscales directes et indirectes.

Cela voudrait-il dire que les sociétés d'Amérique latine son toujours au bord de l'explosion?

Ce que l'on constate, c'est qu'au niveau social et culturel, on trouve des ciments qui participent à une cohésion sociale où agit le réseau de la société civile, quelquefois en remplacement de l'État, quelquefois comme architecte de dynamiques alternatives de pouvoir populaire qui ne se manifestent pas tant par une volonté de prise de pouvoir, mais plutôt par une participation active aux circuits économiques et sociaux principalement au niveau local.

C'est dans cette mesure que les acteurs de la société civile constituent un pilier fondamental sur lequel toute politique de développement économique et social doit s'appuyer.

Le rôle des églises

À l'époque des dictatures, l'église catholique a joué un rôle fondamental en tant que défenseur des pauvres, des marginaux et des opprimés. Elle a pris sous son aile la majeure partie des mouvements de lutte pour les droits de l'homme et contre les dictatures. C'était l'époque de la Théologie de la Libération, une version latino-américaine du choix préférentiel pour les pauvres défendue par le Vatican, qui allait bien au-delà de la doctrine officielle de l'église. Cette attitude de l'église a permis que survivent nombre de mouvements au Chili, au Brésil, au Salvador, etc.

Malgré l'inversion de la tendance depuis l'arrivée de Jean-Paul II, des secteurs importants de l'église en Amérique latine continuent à jouer un rôle important de soutien aux secteurs marginalisés de la population.

Au cours des deux dernières décennies, on a observé également un développement exponentiel des églises évangélistes dont le discours répond aux attentes de la majorité des pauvres, attirés par l'espoir d'un paradis à court terme avec des bénéfices immédiats. Ces mouvements

religieux sont synonymes de dépolitisation de l'action sociale qui n'est plus centrée sur la lutte pour les droits, mais sur la satisfaction des besoins de base à court terme.

La problématique indigène

On ne peut évoquer la société civile latino-américaine sans mentionner les mouvements indigènes qui jalonnent la vie sociale et politique de ces pays depuis la colonisation. La présence des mouvements indigènes aux différents niveaux de pouvoir démontre une conscience de plus en plus forte de l'importance de ces populations dans le développement des pays, les indigènes étant sans exception le groupe de population le plus pauvre.

LES CONCEPTS: QUELQUES PRÉCISIONS

■ Les acteurs non étatiques (ANE)

Le débat fait rage en ce qui concerne le concept d'acteurs non étatiques et la notion parallèle de société civile, de sorte qu'il n'est pas possible d'identifier une définition unique et consensuelle.

La CE utilise plus fréquemment le terme d'acteurs non étatiques (ANE) qui, selon la communication de la Commission sur la « Participation des acteurs non étatiques dans la politique de développement de la CE » sont définis comme étant :

« Le terme d'ANE sert à décrire une catégorie d'organisations qui rassemble les principales structures, existantes ou nouvelles, de la société en dehors du gouvernement et de l'administration publique. Les ANE naissent de la volonté des citoyens, leur objectif étant de promouvoir une question ou de défendre un intérêt, général ou particulier. Ils sont indépendants de l'État et peuvent prendre la forme d'organisations à but lucratif ou non lucratif. »

L'Accord de Cotonou fait référence aux ANE, comme acteurs complémentaires de l'État dans les processus de développement et qui comprennent:

- Le secteur privé;
- les interlocuteurs économiques et sociaux, notamment les syndicats;
- les organisations de la société civile de tous types selon les caractéristiques nationales.

Elles correspondent ainsi à des espaces hétérogènes qui comprennent : des organisations communautaires de base, des groupes de femmes, des associations des droits de l'homme, des ONG, des organisations religieuses, des coopératives agricoles, des syndicats, des universités, des instituts de recherche, des moyens de communication, le secteur privé, etc., mais également des groupes informels comme les organisations de base ou les associations du secteur privé informel.

■ La société civile

Le concept de société civile ne fait pas non plus l'objet d'une définition consensuelle, mais d'un ensemble de définitions qui évoquent sa composition hétérogène.

Bien qu'il s'agisse d'un concept plus fréquemment utilisé, la limite du concept de société civile se trouve dans son opposition stricte aux autres grandes sphères d'une société : l'État et le Marché. C'est ainsi que la société civile a été fréquemment comparée au concept d'acteurs non gouvernementaux (les ONG) ou au concept de secteur sans but lucratif (ou troisième secteur). Ces définitions strictes ne permettent toutefois pas de distinguer une série de zones grises qui recouvrent une réalité complexe, variable et changeante qui est la caractéristique des sociétés civiles, en particulier en Amérique latine. Dans ces zones grises, on pourrait inclure les fondations d'entreprises ou les organisations corporatives qui représentent les droits du secteur économique.

La définition de société civile ne doit pas non plus comprendre exclusivement des conceptions idéalistes selon lesquelles on ne prend en compte que les organisations visant la promotion du bien commun ou de la démocratie.

Il convient d'y intégrer avant tout une conception réaliste de la société et accepter que les valeurs qui régissent les différentes organisations soient multiples et pas forcément « idéales ». Laisser de côté ce type de contenus normatifs permettra de recouvrir des secteurs de la société civile comme les bandes de jeunes qui continuent à avoir un poids considérable dans le cadre de la gouvernance en Amérique latine.

En définitive, il est important de partir d'**une définition suffisamment large et souple qui permette d'intégrer l'immense diversité d'acteurs qui jouent un rôle notable dans la société civile, en incluant de nouvelles réalités de participation citoyenne.**

L'une des conceptions de la société civile les plus logiques est celle qui a été développée par CIVICUS, qui la définit comme: « l'arène, en-dehors de la famille, de l'Etat et du marché où les gens s'associent pour avancer des intérêts communs »¹.

Dans ce contexte, partir d'une définition d'acteurs non étatiques permet d'ouvrir la sphère de la société civile et d'avoir un éventail plus large qui inclue également le secteur privé et les zones hybrides qui existent au croisement de la sphère du Marché et de l'État.

En tout état de cause, afin d'adapter la définition à l'exercice de la cartographie et aux besoins de la Commission européenne, nous nous **limiterons, dans ce guide à l'analyse des organisations stables et articulées afin de ne pas inclure une réalité qui n'aurait pas de limites claires.**

1. «CIVICUS: Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne, est une alliance mondiale d'organisations locales, nationales et internationales de la société civile qui a pour objectif de promouvoir l'intervention civique au niveau mondial. CIVICUS a créé l'indice de la société civile, un instrument de cartographie dynamique dont l'objectif est d'analyser les structures, les contextes, les valeurs et l'impact de la société civile dans les processus socio-politiques. www.civicus.org.»

LA CARTOGRAPHIE

L'objectif de ce guide est de proposer une méthodologie pour concevoir des cartographies des acteurs non étatiques pour la région latino-américaine.

La proposition est basée sur:

- Un exemple empirique: la réalisation d'un exercice de cartographie de la société civile au Guatemala
- La capitalisation d'exercices antérieurs de cartographies réalisées tant au niveau national que régional, en Amérique latine.
- Les échanges avec les délégations de la CE en Amérique latine, pour partager leurs expériences et les leçons tirées.
- L'élaboration d'instruments pratiques.
- Des définitions de base.

■ Quels sont les objectifs d'une cartographie?

- Avoir une vision globale des acteurs institutionnels qui agissent dans un pays dans les sphères de l'État, de l'économie et de la société civile.
- Avoir une vision historique des actions de ces acteurs en fonction des principaux événements économiques, sociaux et politiques du pays ou de la région.
- Avoir une vision des acteurs sociaux qui agissent dans les différents secteurs liés à la coopération avec l'Union européenne, leurs relations et leur poids relatif.

- Aider les décisionnaires à identifier, formuler et opérationnaliser les politiques et les stratégies, dans ce cas précis, aider les délégations de la CE en Amérique latine.

■ Qu'est-ce qu'une cartographie?

- Une cartographie est un travail d'identification des acteurs clés d'un pays (ou d'un secteur) déterminé avec pour objectif de mieux comprendre comment ils s'inscrivent dans une dynamique relationnelle d'où émergent les processus de développement.
- Grâce à la cartographie, on souhaite identifier le rôle et la position des acteurs dans le cadre plus large du paysage social, institutionnel et politique d'une société donnée ainsi que ses forces et ses faiblesses, permettant ainsi d'analyser ses influences dans ce même paysage.
- L'idée est qu'il s'agit d'un exercice dynamique et pas simplement descriptif, qui se lise facilement et qui permette aux délégations de reconnaître les acteurs avec précision lors de leur implication dans les différentes phases du processus de développement, en fonction de leur niveau de structuration et de leur ligne d'action.

■ À quoi sert une cartographie de la société civile/ des ANE pour les délégations de la CE?

- À présenter une vision plus large des acteurs non étatiques dans les processus de développement.
- La cartographie est un instrument qui permet une analyse transversale des acteurs non étatiques dans le cadre général de la coopération européenne.
- Une cartographie doit se concevoir comme un instrument de lecture de la réalité sociale qui sert à mettre sur pied une stratégie globale de participation des acteurs non étatiques dans la coopération européenne, au-delà des instruments traditionnels qui les soutiennent/les utilisent (comme les programmes thématiques).
- Les cartographies peuvent être utiles dans le cycle de programmation, dans la phase d'identification et de formulation du programme, ainsi que pendant sa mise en œuvre et son évaluation ou révision ultérieure.
- Une cartographie peut non seulement être utile dans la définition des programmes spécifiques de soutien à la société civile, mais également dans un cadre plus large de stratégie globale de coopération dans les processus.²
 - » de consultation des documents de stratégie de développement national ou de la stratégie pour la réduction de la pauvreté,
 - » d'élaboration des documents de stratégie de la CE pour le pays,
 - » dans la définition des stratégies sectorielles.
- La cartographie joue un rôle pertinent dans les différentes étapes du dialogue politique, en permettant de définir le rôle des acteurs non étatiques dans un cadre systémique et relationnel avec les autres acteurs du développement, en particulier les gouvernements et l'ensemble des donateurs.

2. Voir en annexe «l'exercice de cartographie dans le cycle de programmation»

- Une cartographie confère davantage de fluidité quand on organise des consultations de manière plus stratégique.
- Une cartographie a sa place dans les différents documents d'orientation de la coopération communautaire par lesquels on tente de faciliter l'implication des acteurs non étatiques dans les nouvelles modalités de l'aide, en particulier les programmes macroéconomiques et sectoriels.
- L'utilité d'une cartographie est liée à l'évolution vers une vision complète de la participation des organisations de la société civile dans les processus de développement.
- Une cartographie va au-delà d'une perspective descriptive et statique des acteurs étatiques, son objectif est de fournir des informations sur le contexte politique et social en tant que tout intégré.
- Une cartographie aide les délégations de la CE à définir une stratégie globale de soutien à la société civile comme acteur de la gouvernance et du développement. En ce sens, elle permet en dernière instance de réaliser une typologie des pays en fonction du degré d'implication de la société civile dans leurs contextes politiques et socio-économiques respectifs.
- Une cartographie permet une analyse claire des forces et des faiblesses des organisations de la société civile analysées.
- Une cartographie permet d'identifier le cadre légal d'action des associations et des entités de la société civile avec leurs limites et leurs restrictions ; ce qui peut être pris en considération dans l'élaboration d'un cadre stratégique.
- Une cartographie peut être le point de départ de changements stratégiques de la coopération européenne en matière de:

- » Renforcement des capacités locales
- » Facilitation de ponts de dialogue entre le gouvernement et la société civile, en accentuant le rôle de ces organisations dans la définition de politiques de coopération, ainsi que dans la fiscalisation des compromis de l'état.
- » Perfectionnement des programmes et des instruments de soutien aux acteurs non étatiques, en permettant leur intégration dans les phases du processus de développement.
- » Amélioration de la coordination entre bailleurs de fonds, en particulier avec les états membres.

■ Comment réaliser une cartographie?


Les fiches méthodologiques qui suivent indiquent des orientations pour la réalisation d'une cartographie des acteurs de la société civile.

On peut les utiliser en fonction des intérêts, de la complexité, des secteurs, des objectifs, etc. de la cartographie.

Il s'agit d'un guide.

1. (1/4) DÉFINITION DES OBJECTIFS DE LA CARTOGRAPHIE


Les objectifs d'une cartographie orientent le travail en fonction des attentes, du degré de fiabilité que l'on accorde à l'exercice, des résultats attendus tant au niveau de l'exercice en tant que tel qu'au niveau de son utilisation potentielle dans la définition et l'opérationnalisation des stratégies de l'Union européenne dans le pays.

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>On peut développer une cartographie dans différents contextes, ce qui va orienter ses objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un appel à propositions à la société civile • Dans le cadre du dialogue sur la stratégie du pays ou d'une révision à mi-parcours • Au départ d'une nouvelle stratégie de collaboration avec la société civile, • Etc. <p>Les occasions pour entamer une cartographie des acteurs sociaux, politiques et économiques dans un pays déterminé sont multiples et liées à la volonté des acteurs institutionnels de connaître en profondeur la composition, le rôle, les influences et la dynamique interne propre aux institutions qui font partie de la société civile.</p> <p>Si l'on connaît bien les objectifs pour lesquels on entame une cartographie des acteurs de la société civile, le champ de la cartographie sera mieux défini et ses résultats seront mieux ajustés aux attentes.</p>	<p>Dans la mesure du possible, même si les objectifs d'une cartographie sont liés à un contexte ou à des conditions particulières, on essayera de partir du général pour aller progressivement vers des situations ou des secteurs particuliers. Le travail général déjà réalisé pourra servir dans d'autres cartographies particulières ou sectorielles, puisque la société civile joue un rôle effectif réel ou potentiel dans tous les secteurs d'une société.</p>


1.

(2/4)

DÉFINITION DES OBJECTIFS DE LA CARTOGRAPHIE


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Quels peuvent être les objectifs d'une cartographie?</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Avoir une vision globale des acteurs institutionnels qui agissent dans le pays dans les sphères de l'État, de l'économie et de la société civile. ✓ Avoir une vision historique des agissements de ces acteurs en fonction des principaux événements économiques, sociaux et politiques du pays ou de la région. ✓ Avoir une vision des acteurs sociaux qui agissent dans les différents secteurs liés à la coopération de l'Union Européenne, leurs relations et leur poids relatif. ✓ Aider les décisionnaires à identifier, formuler et opérationnaliser les politiques et les stratégies, dans ce cas précis aider les délégations de la CE en Amérique latine. 	<p>Il est important de prendre en considération que si l'on n'a pas d'objectifs clairs, les résultats de la cartographie ne seront pas très utiles. Une cartographie étant une aide à la décision, plus le domaine dans lequel les décisions doivent se prendre et les acteurs de ce domaine sont clairs, plus les décisions seront utiles, concrètes et efficaces.</p>

1. (3/4) DÉFINITION DES OBJECTIFS DE LA CARTOGRAPHIE

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Exemple de la cartographie du Guatemala</p> <p>Les objectifs de l'exercice de cartographie de la société civile au Guatemala étaient divers et variés, depuis une cartographie complète de la société civile à des cartographies très limitées à des aspects concrets et opérationnels.</p> <p>L'une des plus grandes difficultés a consisté à mettre d'accord l'ensemble des participants de l'exercice et à faire correspondre l'exercice aux multiples objectifs et aux ressources disponibles dans le cadre d'un calendrier préétabli.</p> <p>Au siège de Bruxelles, la cartographie était considérée comme une cartographie générale des acteurs de la société civile du Guatemala, servant à l'élaboration d'une méthodologie d'aide aux délégations d'Amérique latine dans l'élaboration de leurs cartographies. C'était considéré comme un premier pas dans l'élaboration d'une stratégie en direction de la société civile.</p> <p>Au sein de la délégation, on a saisi l'occasion de l'exercice de cartographie pour identifier les acteurs pertinents des secteurs prioritaires élus par la délégation même: la jeunesse et la justice.</p>	<p>Dans la définition des objectifs, il est important de lier les préoccupations à court terme à celles à moyen et à long terme. Elles ont toutes une valeur. On ne peut pas réaliser de cartographie centrée uniquement sur la conjoncture. On ne peut pas non plus réaliser une cartographie uniquement théorique et détachée de cette conjoncture. Une cartographie doit être vivante. Il est indispensable de l'actualiser régulièrement (voir fiche 11: pérenniser le travail de cartographie)</p>

1.**(4/4)**

DÉFINITION DES OBJECTIFS DE LA CARTOGRAPHIE

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p data-bbox="453 506 986 584">Comment atteindre les objectifs d'une cartographie?</p> <ul data-bbox="485 640 1091 1406" style="list-style-type: none"><li data-bbox="485 640 916 674">• En recherchant le consensus.<li data-bbox="485 696 1007 813">• En réunissant les principaux acteurs intéressés et impliqués au sein de la Commission européenne.<li data-bbox="485 835 1082 996">• En réunissant les différents partenaires de la coopération intéressés par l'exercice et éventuellement disposés à participer financièrement.<li data-bbox="485 1019 1086 1135">• En recherchant des personnes compétentes qui connaissent la sphère de la société civile dans le pays.<li data-bbox="485 1158 1066 1406">• En désignant, au sein du personnel de la délégation, les personnes chargées des aspects qui concernent la société civile, une personne responsable de l'exercice, qui se l'approprie afin de restituer l'information et de la diffuser.	


Il s'agit de rechercher les analyses pertinentes, historiques ou conjoncturelles, liées aux thématiques des acteurs institutionnels dans le pays

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Les analyses qui concernent les réalités sociales, politiques, économiques et historiques en Amérique latine sont nombreuses.</p> <p>Le travail de sélection permet de disposer des éléments historiques de base concernant l'évolution des dynamiques sociales.</p> <p>Les synthèses, les compilations, les analyses transversales qui permettent d'avoir une vision historique globale des mouvements sociaux et du rôle des acteurs institutionnels.</p> <p>Cette littérature se trouve principalement dans les centres universitaires en sciences sociales et dans les médias.</p> <p>Il convient d'être attentif au fait que différents documents très pertinents se trouvent dans des centres universitaires en Europe ou aux États-Unis et sont le fruit de travaux universitaires de facultés orientées vers la recherche en sciences sociales.</p>	<p>La plus grande difficulté dans la recherche des documents est le nombre important de documents existants.</p> <p>Il est important d'être attentif au caractère scientifique des documents qui constituent une référence pour la majorité des acteurs sociaux d'un pays.</p> <p>De nombreux documents, sous un aspect pseudo-scientifique, tentent de donner une vision partisane dont l'objectif est de défendre ou de justifier les actions de tel ou tel acteur.</p>

2.

(2/3)

LA LITTÉRATURE CONCERNANT LES ACTEURS SOCIAUX

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p data-bbox="453 506 911 584">Exemple de la cartographie du Guatemala</p> <p data-bbox="453 636 1050 792">La documentation historique liée à l'évolution politique et sociale du Guatemala se trouve à l'Université de San Marcos et également sur Internet.</p> <p data-bbox="453 848 1098 1218">En raison de la guerre civile et de la quasi impossibilité de développer des travaux de recherche sociale indépendants dans les universités, de nombreux documents concernant cette période se trouvent en Europe dans des comités de solidarité avec le Guatemala ou dans des centres de recherche indépendants, des ONG, etc. du Guatemala constitués après la signature des Accords de paix.</p>	


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Comment constituer une base documentaire de référence sur les acteurs sociaux d'un pays sur et leur rôle au cours de l'histoire?</p> <ul style="list-style-type: none"> En recherchant des personnes clés, des analystes, des chercheurs dans des centres universitaires ou de recherche. En croisant les informations pour parvenir à un nombre limité d'œuvres ou de documents de référence incontournables pour connaître la réalité socio-politique et économique du pays. En cherchant des références sur internet. En recherchant des synthèses déjà réalisées par d'autres acteurs. 	<p>La recherche de références historiques est différente de la recherche d'autres types de documents ou de cartographies déjà existantes en relation avec le pays étudié. Ces deux éléments sont traités dans les fiches suivantes.</p> <p>Mapping – Mapeo – Cartographie:</p> <p>La réalisation d'études systématiques de positionnement des acteurs sociaux est récente et manque de définitions consensuelles. Les termes les plus fréquemment utilisés sont : en anglais : mapping ; en français: cartographie; en espagnol: mapeo, ce qui n'empêche pas, dans la mesure où il s'agit d'un terme culturellement prédominant, que l'on en utilise d'autres.</p>


3.

(1/4)

RECHERCHER DANS LES CARTOGRAPHIES EXISTANTES

Il s'agit de rechercher dans les cartographies existantes sur les acteurs sociaux du pays.


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>On peut trouver des éléments pertinents, actualisés ou non, qui peuvent constituer une première base de travail pour approfondir les thèmes spécifiques.</p> <p>Quand on réalise une cartographie, il est important de prendre en compte d'autres instruments de cartographie en relation avec le contexte politique, qui auraient été élaborés par d'autres États membres.</p> <p>Quelques exemples qui peuvent servir d'exemple:</p> <ul style="list-style-type: none">• La Power Analysis – proposée par l'agence suédoise de développement international (SIDA). Avec cet instrument, on essaie d'analyser le contexte politique d'un pays en fonction des asymétries de pouvoir, de l'accès aux ressources et de la capacité d'incidence politique des différents acteurs.• Drivers for Change – réalisée par DFID pour analyser le manque d'articulation entre le cadre politique d'un pays et les opérations des organismes de développement; centré principalement sur l'interaction de facteurs économiques, sociaux et politiques qui soutiennent ou empêchent la diminution de la pauvreté.• Le questionnaire de gouvernance – élaboré par la GTZ comme outil pour analyser les cadres, les acteurs et les relations politiques et institutionnelles d'un pays donné.	<p>Pour plus d'informations sur ces outils, voir le document « Mapping Political Context: A Toolkit for Civil Society Organisations », de Robert Nash, Alan Hudson et Cecilia Luttrell, du Research and Policy in Development Programme (juillet 2006)</p>

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Exemple de la cartographie du Guatemala</p> <p>On trouve quatre grandes catégories de cartographies réalisées à ce jour au Guatemala ou dans la région centraméricaine:</p> <p>1. Des études cartographiques sur la société civile dans son ensemble, dans cette catégorie, on retrouve la cartographie réalisée par le BID en 1996 et l'étude initiée sous l'impulsion de l'initiative globale "Indice de la Société civile" (ISC) de CIVICUS.</p> <p>2. Des études sectorielles centrées sur l'analyse de quelques-unes des composantes de la société civile.</p> <p>On retrouve dans cette catégorie:</p> <ul style="list-style-type: none"> les études diagnostiques sur les femmes, les producteurs, les jeunes et les peuples indigènes réalisées dans le cadre du programme TINAMIT de la CE en 2007; la cartographie réalisée par le Programme d'Alliance avec la Société civile (PASOC) du PNUD en 2007, centrée sur les organisations de la société civile actives dans les trois domaines de travail du PASOC; c'est-à-dire: le racisme et la discrimination, l'accès à la justice, l'audit social et la transparence. 	<p>Pour différentes raisons, on peut trouver des études ou des cartographies de caractère confidentiel. Parmi ces raisons, on peut citer le fait de nommer des personnes, ce qui pourrait avoir des conséquences pour elles.</p> <p>Les auteurs de cartographies doivent prendre en compte l'objectif final des cartographies et leur diffusion plus large à l'ensemble des acteurs, cette position devant prévaloir sur toute autre. Il n'est pas difficile de retirer des noms d'un rapport ou d'alléger certaines informations à l'avantage de tous, ce qui permet bien souvent un gain de temps et d'argent. Cela ne veut pas pour autant dire que les informations délicates ne doivent pas être traitées avec beaucoup de soin, en protégeant toujours les sources d'information.</p>

3.

(3/4)


RECHERCHER DANS LES
CARTOGRAPHIES EXISTANTES

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'étude sur le secteur des ONG au Guatemala dans le cadre du IIIe Congrès national des ONG organisé en 2008, sous l'impulsion d'une Commission composée d'un ensemble d'organisations fédératrices de la société civile guatémaltèque, ○ La cartographie des moyens de communication au Guatemala, dans le cadre du projet de cartographies des moyens de communication dans les pays d'Amérique dans lequel on applique les systèmes d'information géographique (SIG) et qui donne la possibilité de créer une carte électronique qui montre la position des moyens de communication. <p>3. D'autres cartographies sectorielles de la société civile pour la région centraméricaine, qui comprennent une analyse du Guatemala (comme par exemple la cartographie des organisations de femmes de structure régionale dans la société civile d'Amérique centrale).</p> <p>4. Des études sur la gouvernance au Guatemala, qui intègrent la société civile comme l'un des acteurs fondamentaux. On fait, par exemple, référence ici à la "Power Analysis" réalisée par les Ambassades de Suède et des Pays-Bas.</p>	

3.

(4/4)

RECHERCHER DANS LES
CARTOGRAPHIES EXISTANTES


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Comment réaliser des recherches sur l'existence de cartographies des acteurs de la société civile dans un pays donné?</p> <ul style="list-style-type: none"> • En faisant des recherches dans les principales agences de coopération ou dans les ambassades représentées dans le pays et qui ont des programmes de soutien à la société civile. • En faisant des recherches dans les institutions spécialisées dans la réalisation de cartographies dans la région comme par exemple CIVICUS, le PNUD, DFID, etc. • En faisant des recherches dans les fédérations ou dans les réseaux d'associations ou d'ONG nationales informées de l'existence de telles études. • En faisant des recherches sur Internet. • En faisant des recherches dans les départements des facultés de sciences politiques des principales universités, tant dans le pays qu'aux Etats-Unis ou en Europe. 	

4.

(1/3)

COLLECTER LES DONNÉES
SUR LES ACTEURS


Il s'agit de collecter les données qui concernent les acteurs institutionnels de la société civile


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>En relation avec les données concernant les acteurs de la société civile, il s'agit:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ De leur vision, de leur mission et de leurs principaux objectifs. . ○ De leur trajectoire historique (début, principales activités développées au cours de leur vie institutionnelle, personnes principales impliquées dans l'institution au cours de son existence, etc.). ○ De leur forme juridique: cet élément permet d'identifier à qui appartient de fait et in fine l'institution. ○ Les éléments financiers de base: volumes de financement national, issu de la coopération, bilatéral, multilatéral, d'ONG partenaires du Nord, etc. Cet élément est important afin de pouvoir situer l'entité (« dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es »). ○ Les principaux projets ou activités soutenus par l'institution, les plus pertinents, la méthodologie de travail, ses collaborations, son public objectif, ses principaux résultats, les conclusions des évaluations déjà réalisées, etc. ○ On collectera également les principales données pertinentes en relation avec les autres acteurs institutionnels, dans la mesure de leur pertinence par rapport au secteur objet de l'analyse, qu'il s'agisse de l'État ou des principaux acteurs de la sphère économique. 	<p>À titre d'exemple, une cartographie des acteurs sociaux réalisée il y a quelques années en Bolivie n'aurait pas pu ignorer le rôle de l'économie du trafic de drogue, la présence des syndicats de la coca, le rôle des ONG, le poids des ressources naturelles (gaz, pétrole) dans une analyse dont les objectifs auraient été de définir une stratégie de soutien aux acteurs de la société civile dans le pays. En d'autres mots, une cartographie des acteurs de la société civile est liée aux acteurs des autres sphères, l'État et l'économie.</p> <p>Il particulièrement important de disposer de données relatives aux acteurs institutionnels quand on prévoit d'établir des contrats avec ces acteurs.</p>

4.

(2/3)

COLLECTER LES DONNÉES
SUR LES ACTEURS

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Exemple de la cartographie du Guatemala</p> <p>Vu le temps limité pour la réalisation de la cartographie du Guatemala, nous n'avons pas pu approfondir cet aspect.</p> <p>Toutefois, la Délégation de la Commission européenne au Guatemala possédait les informations de base concernant les acteurs des secteurs de la justice et de la jeunesse.</p> <p>Une fois ces secteurs de la justice et de la jeunesse identifiés comme étant prioritaires pour la délégation, la compilation des données a pu se faire après avoir identifié les personnes et les institutions clés vers lesquelles confluent les informations pertinentes par rapport à ces secteurs.</p> <p>C'est à travers ces personnes et de ces institutions que l'on a pu entamer l'enquête, qui était comme un fil à partir duquel tirer progressivement les informations.</p>	<p>On sous-estime bien souvent le temps nécessaire pour réaliser une cartographie sectorielle pertinente, complète et stratégique. Il ne s'agit pas de fournir une liste d'organisations avec leur numéro de téléphone et leur adresse, mais de désigner les acteurs stratégiques du secteur après avoir identifié les relations qui existent entre eux (qualité, force et nature) en lien avec les défis propres au secteur.</p>

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Comment collecter les données sur les acteurs?</p> <ul style="list-style-type: none"> • En utilisant les ressources existantes à la Commission européenne même, CRIS ou PADOR. • En constituant une base de données spécifique en relation avec le pays. • En recherchant les informations auprès des associations ou des ONG mêmes. • En recherchant les informations auprès des fédérations d'ONG ou de réseaux existants. • En recherchant les informations auprès d'autres agences de coopération des pays européens ou d'agences de coopération multilatérale qui travaillent avec les entités qui font l'objet de la recherche. • En recherchant les informations auprès du gouvernement du pays et du ministère en charge des associations ou des ONG. Dans certains pays, il existe des bases de données. • En recherchant les informations sur internet. 	<p>Le développement des instruments comme le CRIS ou PADOR pourrait constituer à l'avenir le départ d'une base de données consolidée en relation avec les acteurs institutionnels de la société civile.</p>

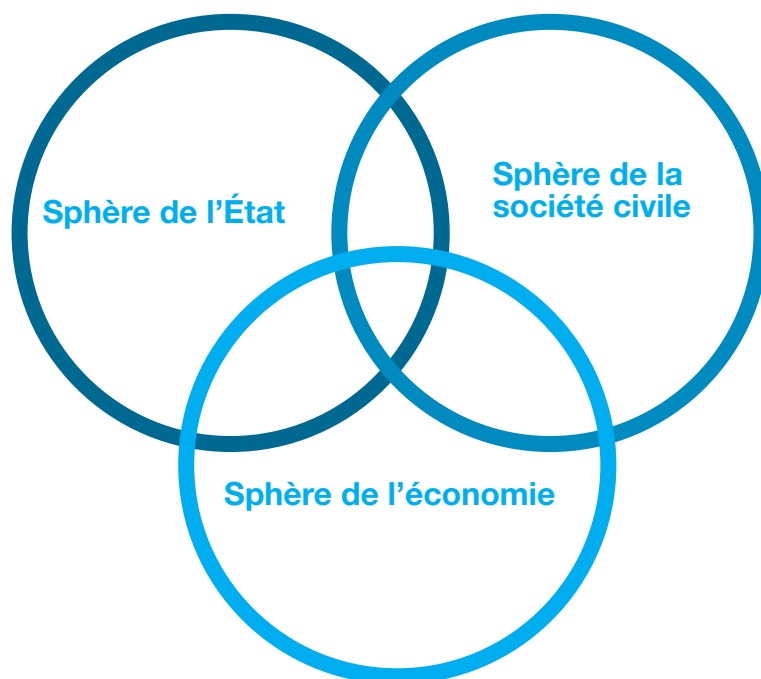
5.

(1/9)

CRÉATION DE MATRICES GRAPHIQUES

Il s'agit de construire des représentations graphiques de quelques concepts ou institutions pour permettre d'appréhender cette complexité grâce à une visualisation.

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Les sphères: les trois sphères représentent respectivement l'État, le Marché et la Société civile. Les sphères ne sont pas statiques, elles se mêlent les unes aux autres de façon plus ou moins importante.</p> <p>L'élaboration des sphères et des sous-sphères permet d'identifier les secteurs, leur poids et les relations qui existent entre elles. La taille de chaque cercle indiquera l'importance relative de ce secteur en relation aux autres.</p> <p>Rappelons-nous qu'idéalement, ces schémas doivent être réalisés dans une dynamique participative afin que les graphiques réalisés soient consensuels.</p>	



5.

(2/9)

CRÉATION DE MATRICES GRAPHIQUES

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
-------	-------------	--------------



Exemples d'acteurs dans les sphères respectives et la manière dont ils s'entremêlent, en intégrant des nuances quant à l'appartenance des acteurs à l'une ou l'autre des sphères.

ÉTAT		MARCHÉ		SOCIÉTÉ CIVILE		ÉTAT
MAE Coopération	Entreprises privées avec capital public	Entreprises	Universités privées	ONG	Universités publiques	MAE Coopération
Pouvoirs Régionaux Provinciaux		Bureaux d'Études	Fondations	Associations		Pouvoirs Régionaux Provinciaux
Pouvoirs Municipaux Locaux			Coopératives	Syndicats		Pouvoirs Municipaux Locaux
	Agences techniques de coopération		Commerce équitable	Groupes de Base	Interlocuteurs sociaux	
		Secteur informel	Acteurs économique	Mouvements		
			Fédérations professionnelles			



Comment élaborer la matrice des sphères?

- En identifiant dans le pays les institutions ou les systèmes qui composent chaque sphère.
- En identifiant les systèmes pertinents pour chaque sphère comme par exemple l'économie informelle, l'économie du trafic de drogue, en donnant graphiquement une dimension qui corresponde à son importance par rapport à l'élaboration de la cartographie, c'est-à-dire en relation avec son influence dans la dynamique de la société civile.

SUJET

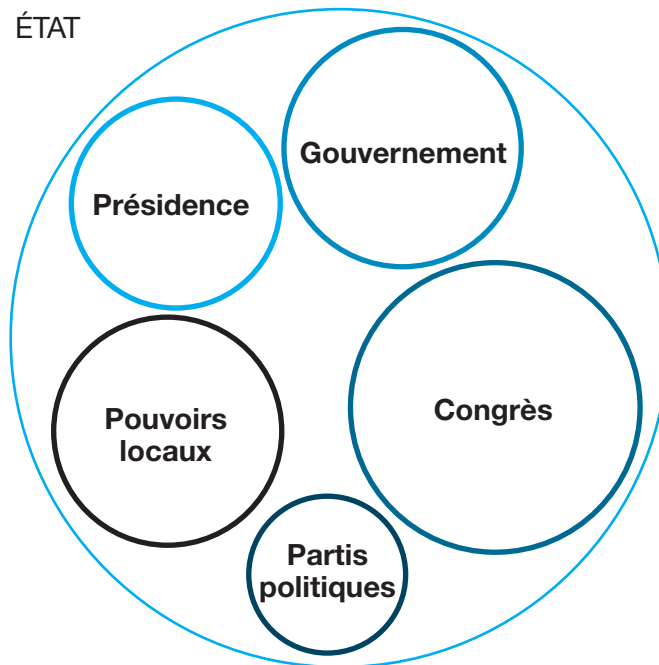
DESCRIPTION

COMMENTAIRES



Les sphères: les trois sphères représentent respectivement l'État, le Marché et la Société civile. Les sphères ne sont pas statiques, elles se mêlent les unes aux autres de manière plus ou moins importante.

ÉTAT



Les sous-sphères: en fonction de la complexité des trois grandes sphères, il peut être très utile de les décomposer en plusieurs petites sphères faisant partie de la grande sphère.


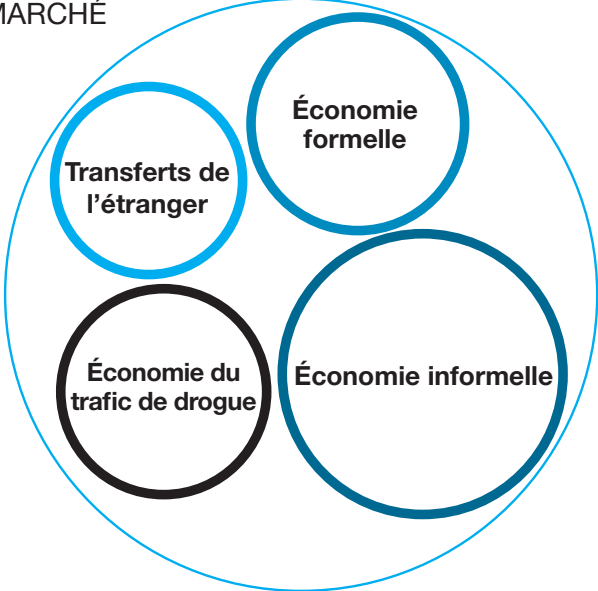
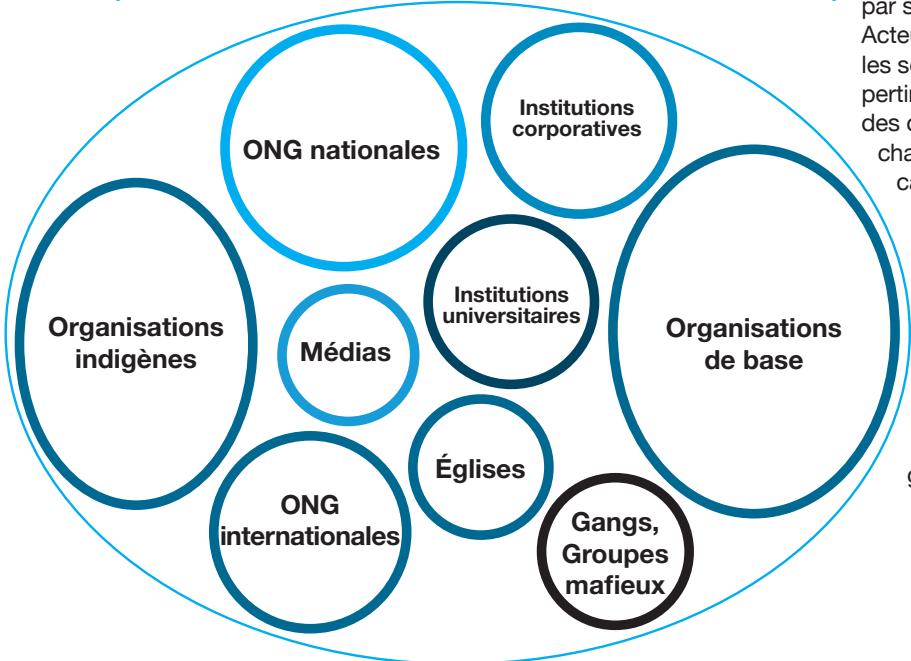
Par exemple, une fédération du patronat, appartient effectivement à la sphère de la société civile par sa constitution juridique et par son travail de promotion et de défense des intérêts des entreprises, mais elle est aussi connectée à la sphère de l'économie par l'objet de son action. Une université, par son rôle idéologique de construction et d'élaboration de modèles de compréhension des réalités appartient à la sphère de la société civile, mais les Universités publiques appartiennent en partie à la sphère publique et les universités privées, en partie à la sphère du marché.


La sphère de l'État, par exemple, est composée du Parlement, de l'Exécutif (la Présidence et le Conseil des ministres), de la justice, des pouvoirs régionaux, municipaux, des instances de collaboration avec la société civile à tous ces niveaux, etc. Ces sous-sphères ne sont pas non plus statiques, il existe en effet des liens entre chacune d'elles.


5.

(4/9)

CRÉATION DE MATRICES GRAPHIQUES

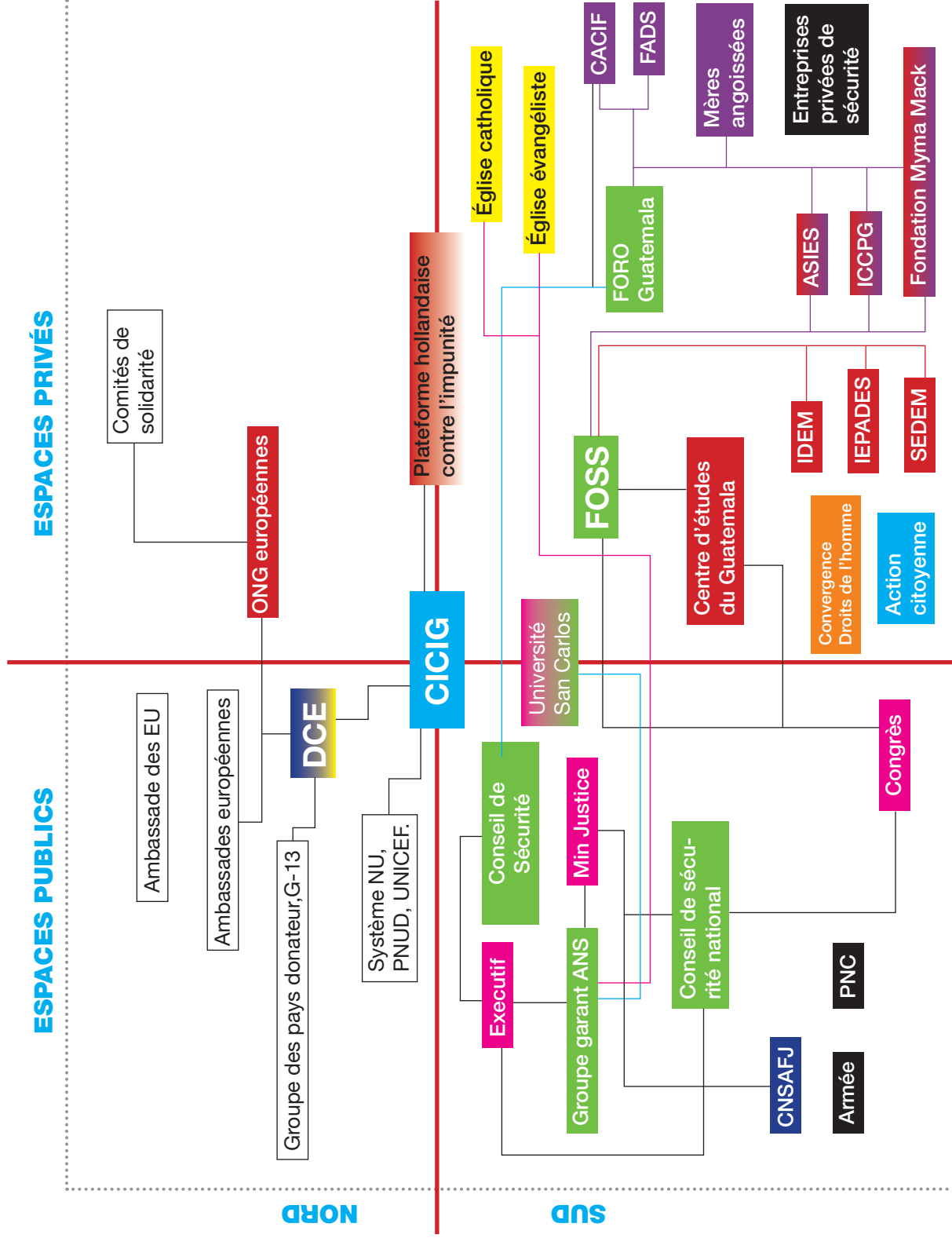
SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>MARCHÉ</p> 	<p>Il est important d'identifier les circuits financiers ou productifs dominants dans le pays. Cela peut être en raison de leur poids financier et de leur fluctuation (par exemple les versements des Guatémaltèques qui vivent aux Etats-Unis) ou en raison de leur poids politico-social comme l'économie liée au trafic de drogue – ou les deux en même temps.</p> <p>Chaque pays a sa propre structure financière – productive avec ses localisations physiques.</p>
	<p>SOCIÉTÉ CIVILE</p> 	<p>Il s'agit d'identifier dans ce que l'on entend par société civile ou Acteurs Non Etatiques les secteurs qui ont une pertinence en fonction des objectifs et du champ définis dans la cartographie.</p> <p>Ce schéma a pour objectif de reproduire les secteurs les plus pertinents de la société civile du Guatemala, de manière générale.</p>


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>L'élaboration d'une matrice simple à 4 entrées: acteurs du Nord ou du Sud, acteurs de la sphère publique (État) et de la sphère privée (Marché et société civile).</p> <p>On peut également diviser ces 4 éléments en sous-éléments.</p> <p>Dans la sphère publique, on peut faire une subdivision en niveaux national, régional et local.</p> <p>Une fois les acteurs définis et localisés dans l'un des 4 secteurs du cadre, on peut définir les relations qui existent entre eux, en mettant des lignes d'épaisseurs différentes en fonction de l'intensité de la relation ainsi que des couleurs différentes pour illustrer différents types de relations (financière, politique, de partenariat, etc.) L'idéal, comme cela est défini dans les principes de la méthodologie, est que cet exercice soit réalisé en grande partie en collaboration avec les acteurs eux-mêmes, du moins ceux de la société civile, lors d'ateliers de construction participative du cadre.</p> <p>On peut également tenter de faire une classification des acteurs en fonction de critères pertinents, selon la nature de la cartographie. Ces critères peuvent être par exemple la forme légale, la répartition géographique des acteurs dans le pays, etc.</p>	<p>On laisse à la créativité de chacun le choix de ces modalités, faciles à réaliser avec le programme Power Point.</p>

SUJET	DESCRIPTION	
	<p>Exemple de la cartographie du Guatemala</p> <p>Cartographie d'acteurs de la société civile guatémaltèque dans la sphère de la justice.</p> <p>Comment lire le graphique des acteurs?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La couleur verte correspond aux acteurs présents dans la société civile qui jouent un rôle dans le débat judiciaire au niveau national. ● La couleur rouge dans l'espace privé sud correspond aux membres du FOSS ● La couleur bleue correspond aux membres du Foro Guatemala. ● FOSS et FORO sont les deux entités fédératrices d'ONG et d'associations du secteur qui ont des positions différentes. ● La couleur pourpre dans la colonne espace public correspond aux entités de l'appareil de l'État. <p>Une première lecture permet de voir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● le rôle central de la CICIG. ● Où se situe la DCE. ● Les différentes institutions publiques liées au thème de la justice. ● La diversité des associations de la société civile. 	

ESPACES PUBLICS

ESPACES PRIVÉS




SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p data-bbox="453 506 940 584">Comment élaborer la matrice des acteurs ?</p> <ul data-bbox="496 636 1086 1010" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="496 636 1086 797">● En dressant la liste des acteurs institutionnels dans la sphère spécifique de la cartographie. L'exemple montre les acteurs du secteur de la justice au Guatemala. <li data-bbox="496 848 1015 882">● En identifiant leur poids institutionnel <li data-bbox="496 934 1015 1010">● En identifiant la force et la nature des relations entre chacun d'eux. <p data-bbox="453 1099 1046 1178">En quoi une matrice d'acteurs peut-elle être utile?</p> <p data-bbox="453 1234 1015 1312">En lisant la matrice des acteurs du secteur judiciaire au Guatemala, on peut observer:</p> <ul data-bbox="496 1335 1099 1861" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="496 1335 1099 1447">● Le grand nombre d'institutions liées à ce thème et celles vers lesquelles convergent le réseau de relations. <li data-bbox="496 1476 1099 1677">● À partir de l'identification des relations entre les acteurs, on peut identifier plus clairement les conséquences en termes de soutien à telle ou telle institution, en termes de groupes interconnectés. <li data-bbox="496 1706 1062 1861">● Positionner les acteurs d'une matrice de cette nature contribue également à avoir une vision globale de l'ensemble des acteurs. 	<p data-bbox="1158 506 1410 707">Essayer d'être exhaustif peut amener à une matrice surchargée et illisible. La pertinence des acteurs est plus importante que leur exhaustivité.</p>



5.


(9/9)

CRÉATION DE MATRICES GRAPHIQUES

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Il est important d'interpréter ce cadre à la lumière des autres, principalement le cadre historique et les différents graphiques représentant les tensions.</p> <p>C'est à partir de la lecture de l'ensemble des graphiques que l'on construit progressivement la vision de la thématique qui permet l'élaboration de différents scénarios stratégiques de soutien.</p>	

Il s'agit d'élaborer des lignes du temps en fonction desquelles on pourra situer l'action des acteurs institutionnels de la société civile.


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>L'étape précédente a permis d'avoir une vision de la situation des acteurs dans une société, mais il s'agit du portrait d'une situation à un moment donné. L'étape suivante consiste à identifier les principaux faits historiques qui ont influencé la dynamique de ces acteurs.</p> <p>Les différentes lignes du temps sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les événements internationaux ● Les événements nationaux ● L'économie ● L'État ● La culture, la religion et la société ● La société civile ● La coopération internationale, en particulier de l'UE 	<p>Le fil qui mène le placement des faits sur les différentes lignes du temps est la pertinence et l'influence de ces faits dans les dynamiques des acteurs de la société civile.</p>
	<p>Comment élaborer les lignes du temps?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● En plaçant les faits sur les différentes lignes ● En effectuant une lecture verticale en prenant comme point de référence la ligne de la société civile 	<p>Il convient d'être attentif à ne placer que les faits notables pour ne pas charger inutilement le cadre et qu'il reste lisible.</p>

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Que peut-on tirer de la ligne du temps au Guatemala?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Que, malgré que le Guatemala ait vécu une lutte armée, ce n'est plus à l'ordre du jour, la dernière révolution armée étant la révolution sandiniste, qui s'est terminée en 1990. • Les processus d'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes par la voie démocratique, le dernier étant le Salvador, pays voisin qui a élu à la Présidence un ex-guerrillero du FMLN. • Au niveau économique, le traité de libre commerce avec les États-Unis, opérationnel depuis 2006 alors que des accords sont en cours de négociation avec l'Union européenne. • L'Ouragan Mitch a signifié l'arrivée d'ONG d'aide, parmi lesquelles de nombreuses entités liées aux églises évangéliques, alors que les comités de solidarité étaient les plus présents. • La période de dialogue entre les acteurs dans une dynamique de réconciliation initiée par l'UE qui va de 2000 à 2005. <p>La lecture doit toujours s'accompagner de la même question:</p> <p>Quel événement historique est important aujourd'hui dans la dynamique et l'évolution de la société civile?</p> <p>Comment la compréhension de cette influence historique aide-t-elle à élaborer une stratégie de la Commission en relation avec la société civile?</p>	

6.

(3/3)

ÉLABORATION DE LIGNES DU TEMPS


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
		
	<p>1970-1990: Révolution sandiniste</p> <p>1980-1982: Guerre civile Salvador</p> <p>1976: tremblement de terre</p> <p>1980: Entrée trafic de drogue</p> <p>1970-1980: Église catholique option sociale progressiste</p> <p>1978-1983: Mouvement social, répression, tueries</p> <p>1976: entrée ONG internationales</p>	
Événements internationaux	<p>1978-1990: Révolution sandiniste</p> <p>1980-1982: Guerre civile Salvador</p> <p>1976: tremblement de terre</p> <p>1980: Entrée trafic de drogue</p>	
Événements nationaux	<p>1994: Soulèvement zapatiste</p> <p>1996: Accords de Paix</p> <p>1998: première élection H.Chavez</p> <p>1998: Mitch</p>	
Économie	<p>1980: Entrée trafic de drogue</p> <p>Crise économique café sucre banane</p> <p>2006: Traité de libre échange avec les EU</p>	
État	<p>1985-1996: Constitution</p> <p>Résurgence de la Société Civile</p> <p>1998: Arzú</p> <p>2000: Référendum Portillo</p> <p>2004: Berger</p> <p>2008: Colon</p>	
Culture	<p>1970-1980: Église catholique option sociale progressiste</p> <p>1978-1983: Mouvement social, répression, tueries</p> <p>1976: entrée ONG internationales</p>	
Société civile	<p>1995-1996: Assemblée société civile</p> <p>2003: Echech des accords de paix</p>	
Coopération internationale et UE	<p>2000-2005: Mesodiálogo</p> <p>2004-2009: Tinamit</p> <p>2003-2008: Municipalités démocratiques</p>	

7.

(1/4)

IDENTIFIER LES PRINCIPALES TENSIONS EN ACTION


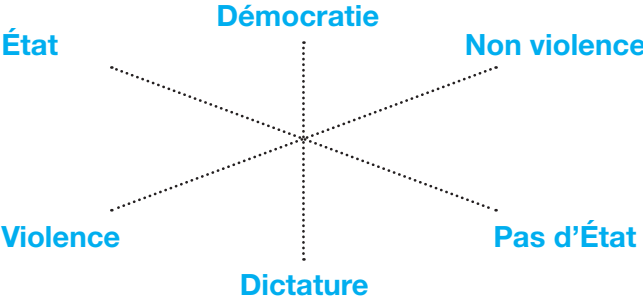
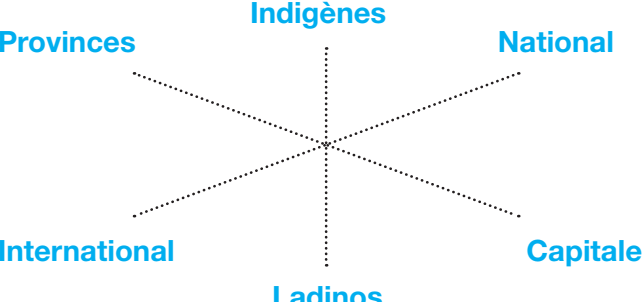
Il s'agit d'identifier les principales tensions en action; les défis, ce qui est en jeu dans les différentes sphères et qui définit l'ordre du jour socio-politique du pays où agissent les acteurs de la société civile

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Cette partie est importante dans la mesure où elle va définir, pour la société, les dynamiques en action en fonction desquelles les différents acteurs institutionnels vont devoir se positionner.</p> <p>Ces tensions ou ces contradictions font partie intégrante de chaque société. Certaines sont communes, d'autres spécifiques à une société en particulier ou à une conjoncture ou un moment particulier.</p> <p>Il s'agit des débats nationaux de base ainsi que des contradictions structurelles ou historiques présentes.</p> <p>On peut identifier les tensions à partir des différentes sphères ou sous-sphères déjà définies, en maintenant un niveau global de pertinence nationale.</p>	<p>Les tensions doivent être définies en fonction de la nature de l'étude cartographique et en fonction du caractère conjoncturel ou structurel.</p> <p>Il convient de se maintenir à un niveau général et de ne pas entrer dans trop de détails qui empêcheraient une compréhension claire des cadres.</p>

7.

(2/4)


IDENTIFIER LES PRINCIPALES TENSIONS EN ACTION

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>À titre d'exemple, on trouve les différentes représentations graphiques faites dans le cadre de la cartographie du Guatemala.</p> <p>Il s'agit ici d'identifier les principales contradictions présentes dans le pays autour desquelles les acteurs préalablement définis vont se positionner. Ces contradictions définissent également le champ d'action de ces acteurs.</p> <p>1. Les contradictions / tensions dans la sphère publique</p> <div style="text-align: center;">  </div> <hr style="border-top: 1px dotted #00aaff;"/> <div style="text-align: center;">  </div>	

7.

(3/4)

IDENTIFIER LES PRINCIPALES TENSIONS EN ACTION

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Dans le cas du Guatemala, les principales contradictions persistent entre démocratie et dictature, les tentatives de déstabilisation de l'État étant permanentes. La question de qui réalise la cartographie doit toujours être: Comment la contradiction entre démocratie et dictature aura-t-elle un impact sur les organisations de la société civile et comment se positionnent-elles dans les débats de fond et, pour ce qui concerne la délégation, en quoi aide-t-elle à définir une stratégie cohérente avec la politique européenne? Au Guatemala, pour la question de la justice, ces questions ont à voir avec:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le débat sur l'impunité et la présence de la CICIG. ● Le débat sur la peine de mort. <p>La contradiction entre violence et non violence implique la société civile dans le débat sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La protection de la vie privée. ● La vente / l'achat d'armes. ● Les systèmes de sécurité privée / la police nationale. ● Les gangs / les bandes de jeunes / le trafic de drogue. <p>Une fois les contradictions principales identifiées, on peut positionner chaque acteur institutionnel de la sphère politique – publique et la société civile dans le cadre de ces contradictions.</p> <p>Ce positionnement sur les lignes du temps et dans le cadre des acteurs peut aider de façon importante les personnes en charge de la définition du soutien à la société civile et de la définition de lignes stratégiques vers ce secteur au sein de la délégation.</p>	

7.

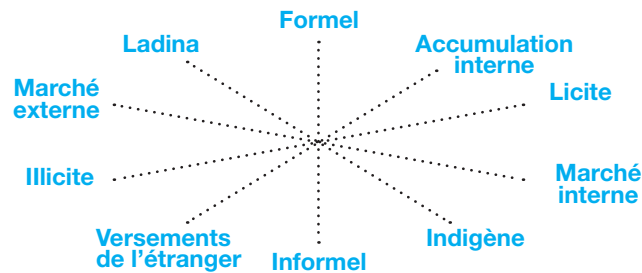
(4/4)

IDENTIFIER LES PRINCIPALES TENSIONS EN ACTION

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
-------	-------------	--------------



2. Les contradictions dans la sphère de l'économie



L'exemple du Guatemala montre l'existence de différentes économies en opposition les unes avec les autres:

- L'informelle et la formelle
- L'indigène et la ladine
- Celle tournée vers l'extérieur et celle qui est tournée vers le marché national
- La provinciale et celle qui se développe dans la capitale
- La production interne et l'apport des transferts d'argent en provenance de l'étranger
- L'économie du circuit légal et l'illégalité du circuit du trafic de drogue.



Comment réaliser les graphiques des tensions?


- En commençant par les sphères de l'État, de l'économie et de la société civile.
- En continuant avec les sous-sphères de chaque sphère principale .
- En plaçant aux deux extrémités d'une ligne les concepts ou les éléments identifiés comme étant opposés ou contradictoires ou conflictuels.

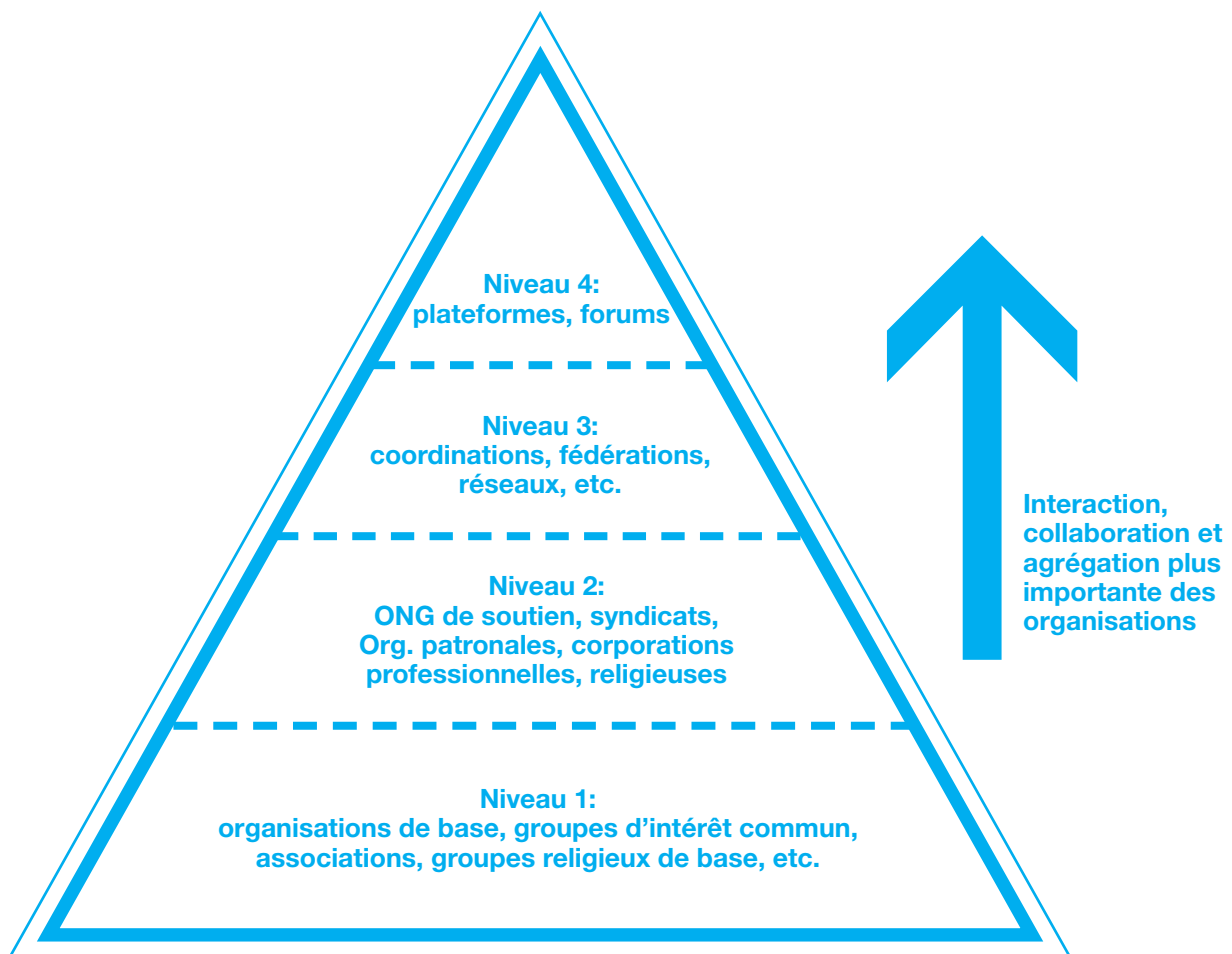
8.

(1/3)

STRUCTURER LES DIFFÉRENTS ACTEURS PAR NIVEAUX

Il s'agit de structurer les acteurs en fonction de leur degré d'intégration, de collaboration et de coordination.


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Structurer les différents acteurs par niveaux. En vue d'opérer cette distinction, il peut être utile de réaliser une analyse différenciée qui les situe depuis les organisations de base (de premier niveau) jusqu'aux grands réseaux, coordinations et plateformes de niveau national et international.</p>	



8.

(2/3)



STRUCTURER LES DIFFÉRENTS ACTEURS PAR NIVEAUX

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Il est important que, de l'exercice de cartographie, se détache une classification selon le type de structure qui sert le plus correctement la pratique des rôles spécifiques dans le processus de développement.</p> <p>À un niveau de structuration plus élevé devra correspondre une plus grande capacité d'incidence dans la sphère publique, sans pour autant exclure des mécanismes d'intégration dans le dialogue politique les organisations moins structurées.</p> <p>La correspondance entre le niveau de structuration et le degré d'implication dans la définition de stratégies de développement doit également être nuancé par les objectifs de la coopération européenne à proprement parler.</p>	<p>Le niveau de structuration n'est qu'un critère. Dans l'élaboration de la classification, il est important de prendre en compte plus on s'élève de niveau, plus on retrouve des intérêts parfois contradictoires et politiques.</p> <p>Ces entités fédératrices cherchent une légitimité politique en regroupant une grande variété d'associations dont la pertinence est quelquefois très faible.</p> <p>Il convient d'accorder une attention particulière à l'identification des membres des fédérations et à leur existence réelle dans le paysage des associations et dans leur secteur spécifique (femmes, droits de l'homme, etc.)</p>


8.

(3/3)

STRUCTURER LES DIFFÉRENTS ACTEURS PAR NIVEAUX

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>La cartographie sectorielle du secteur de la justice au Guatemala a montré l'importance politique des réseaux, de leur influence politique, de leur légitimité et des objectifs que portent les différentes instances et leurs niveaux de structuration.</p> <p>Il était intéressant de voir comment les coordinations comprenaient certains membres identiques vu qu'il allait de leur intérêt de capter la trajectoire et l'image d'une entité de niveau de structuration inférieur et pour cette dernière, de faire partie de plus d'une entité.</p>	
	<p>Comment réaliser une pyramide de structuration?</p> <p>En commençant par l'identification des entités qui composent un secteur en particulier.</p> <p>En faisant un regroupement géographique des entités par secteur.</p> <p>En identifiant les caractéristiques de chaque entité en fonction des 4 niveaux de la pyramide.</p> <p>En réunissant les critères géographiques et sectoriels si l'on veut réaliser une pyramide de niveau national.</p>	<p>Il convient d'être attentif au fait qu'une entité, une association peuvent appartenir à différents niveaux en même temps. Ainsi, une entité peut être une ONG de base qui met en œuvre des projets concrets au niveau local et remplir en même temps des fonctions de coordination au niveau d'un département ou d'une province ou au niveau national. Il est essentiel de clarifier le niveau de positionnement de l'entité au moment de la construction de la pyramide.</p>

Il s'agit d'identifier les cadres législatifs, institutionnels et contractuels dans lesquels les acteurs développent leur travail.

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>1. Le cadre législatif</p> <p>Définir et décrire le cadre législatif dans lequel les acteurs développent leur activité, en prenant en compte que ce cadre peut être plus ou moins hostile.</p> <p>Il est important ici d'identifier les règles qui déterminent leur statut et le degré de protection qui leur est garanti par le cadre législatif national. Il convient de prendre en considération les références comprises dans la Constitution (le cas échéant), plus particulièrement en ce qui concerne le contexte macro-politique et le degré de protection des libertés d'expression et d'association.</p> <p>Dans une perspective plus concrète, il faut identifier le cadre législatif qui conditionne l'élaboration des politiques publiques et la capacité d'incidence dont jouissent les organisations de la société civile.</p> <p>2. Le cadre institutionnel</p> <p>Définir le cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les acteurs : les mécanismes institutionnalisés d'accès au pouvoir local / national / intergouvernemental; les mécanismes de dialogue, formels ou informels, de consultation.</p>	<p>Attention : comparer l'existence d'un cadre légal formel et la mise en marche effective de ce que prévoit ce cadre. De nombreuses lois sont inefficaces par manque de décrets d'application.</p>


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>En ce qui concerne les cadres législatifs et institutionnels, il convient de faire la distinction entre la théorie et la pratique, puisque ces cadres ne résolvent pas d'eux-mêmes les difficultés pratiques liées à leur opérationnalisation de la part des organisations de la société civile. Les limites de l'appareil d'État peuvent rendre impossible l'implication des acteurs étatiques dans la gestion de l'espace public, en raison de restrictions de procédures ou d'obstacles politiques.</p> <p>3. Dialogue politique, suivi et mise en œuvre de projets de développement.</p> <p>Il s'agit d'identifier le niveau d'implication des acteurs dans le dialogue politique effectif dans les cadres institutionnels ouverts ainsi que les capacités effectives de suivi des associations de la société civile. Cette partie est liée au rôle de «chien de garde» développé par les ONG et les associations de la société civile.</p>	<p>L'histoire des relations entre la société civile au Guatemala et l'union européenne restera marquée par la période du Mesodiálogo entre 2000 et 2005. Ce dialogue a permis d'ouvrir des espaces de concertation entre tous les acteurs publics, privés, les mouvements sociaux et les ONG, nationales et de l'union européenne, notamment le Parlement européen.</p> <p>Ce Mesodiálogo reste une référence, un exemple cité quand on parle de dialogue entre acteurs institutionnels au Guatemala.</p>


SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>4. Cadre de concertation avec la CE</p> <p>Préciser le cadre de concertation existant entre la société civile et la Coopération européenne, en ce qui concerne la correspondance des priorités et les mécanismes de financement. Il conviendrait de prendre en considération non seulement les modalités de l'aide, mais aussi les procédures exigées.</p> <p>En dépit de l'importance qu'il y a à détailler les instruments communautaires dans lesquels s'inscrit l'implication de la société civile, il est essentiel de prendre également en considération les liens entre cette dernière et les autres bailleurs de fonds, en accordant une attention particulière aux États membres.</p> <p>En vertu de la Déclaration de Paris, les exercices de cartographie doivent être au service d'une plus grande harmonisation entre les différents donateurs et identifier le type de travail développé par la coopération au sens large, afin d'enrichir la stratégie de développement de la CE.</p>	

9.

(4/5)



DÉFINIR LES CADRES DANS LESQUELS ÉVOLUENT LES ACTEURS

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>L'exercice de cartographie au Guatemala a montré que malgré un cadre légal assez progressiste, les obstacles extra-légaux à leur reconnaissance légale au niveau national étaient nombreux.</p> <p>D'autre part, la reconnaissance des entités a été décentralisée au niveau des municipalités, ce qui provoque un effet inverse, c'est-à-dire une reconnaissance trop rapide et « facile » des entités, ce qui donne peu de crédibilité à cette reconnaissance.</p> <p>Une autre leçon tirée de la cartographie du Guatemala a été d'observer l'existence de canaux informels d' « incidence politique » pratiquée par les acteurs qui parviennent à davantage de résultats dans un laps de temps plus court en utilisant leurs propres canaux plutôt que les canaux formels prévus par les cadres légaux et institutionnels.</p>	

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Comment définir les différents cadres?</p> <ul style="list-style-type: none"> En réalisant une compilation des textes législatifs depuis la Constitution du pays jusqu'aux règlements des ministères en charge des programmes avec les ONG ou avec les associations. En vérifiant l'existence d'une réglementation spécifiques pour les ONG. En créant des organes de régulation ou de contrôle des associations, des ONG nationales ou internationales ou des secteurs particuliers (du micro-crédit, des droits de l'homme, etc.). En créant un cadre légal de concertation ou de dialogue entre les autorités publiques et les associations, globales ou particulières – sectorielles. En réalisant une compilation de l'histoire, des pratiques et des éventuels règlements qui définissent le cadre des relations entre la Commission européenne dans le pays et les associations nationales ou internationales. 	



10. (1/1) ANALYSER LES FORCES ET LES FAIBLESSES

Il s'agit d'analyser les forces et les faiblesses des institutions pour pouvoir ensuite les renforcer avec les programmes de formation existants dans le pays en lien avec le renforcement des capacités.

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Une fois identifiés les acteurs, leur position dans les différentes sphères, leurs interactions et leurs capacité d'interaction, les cartographies de la société civile, globales, géographiques ou sectorielles peuvent également servir à identifier les points forts et les points faibles de ces acteurs.</p> <p>L'un des objectifs de l'Union européenne en matière de soutien à la société civile, est le renforcement des acteurs non étatiques. Il est important d'identifier l'offre de formation existant dans le pays afin d'aider ces organisations à se renforcer et qu'elles jouent mieux leur rôle.</p>	<p>Il s'agit ici d'une offre de formation liée à la capacité institutionnelle en relation avec le rôle d'acteur d'incidence de ces institutions dans leur participation à la dynamique de développement de leur pays.</p>
	<p>En vue d'identifier les offres de formation, on peut effectuer des recherches auprès des universités, dans le secteur privé, les ONG locales, les centres de recherche, les ONG internationales dont l'objectif est précisément le renforcement institutionnel de leurs partenaires, etc.</p>	

11. (1/1) PÉRENNISER LE TRAVAIL DE CARTOGRAPHIE

Il s'agit de garantir que le travail accumulé perdure dans le temps

SUJET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES
	<p>Une cartographie est en partie un portrait des acteurs à un moment donné, mais constitue également une accumulation d'informations historiques concernant ces acteurs et leurs activités dans une société donnée. Une cartographie constitue en ce sens un capital important d'informations qui aident à la prise de décision.</p> <p>Elle est cependant rapidement désuète si les informations ne sont pas mises à jour au fur et à mesure de l'évolution des événements sociaux, politiques, économiques, de l'évolution des lois et des règlements, etc.</p> <p>C'est pourquoi il est essentiel d'actualiser de manière permanente la base d'informations de la cartographie initiale. Avec un investissement réduit, on peut ainsi maintenir vivant l'instrument que représente la cartographie.</p>	
	<p>On peut envisager de constituer un observatoire permanent de la société civile, localisé dans un centre d'études, une université, qui publierait, à l'attention de la DCE dans le pays un rapport périodique – régulier – dans lequel seraient actualisées les données principales liées à la cartographie.</p> <p>Le coût d'une telle actualisation serait minime en comparaison des bénéfices que cela apporterait.</p>	

ANNEXES



■ Contexte général

Le débat sur l'efficacité de l'aide au développement au cours de ces dernières années a entraîné une importance accrue de la participation de la société civile dans la définition des priorités et dans l'évaluation de la coopération. À la fin des années 1990 déjà, il se disait dans le cadre de la coopération que le succès des stratégies de développement dépendait clairement de la collaboration avec les populations qu'elles visent, mais l'évolution du débat au cours des dernières années renforce l'idée qu'une simple « acceptation » a posteriori n'est pas suffisante pour donner de la continuité aux stratégies de développement. Aujourd'hui, la question déterminante est la recherche de mécanismes de participation dans la conception de ces stratégies de développement.

L'appropriation locale des projets de développement apparaît comme une nécessité non seulement pour des impératifs moraux qui écartent l'idée d'imposer un modèle de développement universel, mais surtout parce qu'on observe empiriquement l'échec de l'aide développée par les bailleurs de fonds (« donor-driven ») et peu sensible à chaque contexte. On tente ainsi de passer des prescriptions universelles conçues par des experts internationaux non spécialisés à des projets qui tiennent compte des exigences locales. Dans ce cadre, la révision des instruments d'aide en fonction d'une participation plus large des acteurs locaux revêt un caractère urgent.

Les organisations de la société civile se sont démarquées en compensant les limites des gouvernements en termes de représentativité d'une dynamique sociale de plus en plus complexe et hétérogène. L'amplitude de ces impulsions a servi de mécanisme générateur de consensus. En

ce sens, les organisations de la société civile ne sont plus considérées comme « bénéficiaires », de l'aide au développement, mais bien comme des acteurs et des partenaires stratégiques, complémentaires aux États dans le dialogue politique avec les donateurs.

Dans le cadre de la Déclaration de Paris, les nouvelles stratégies de l'aide au développement ont pour ambition de favoriser la mise sur pied de politiques basées sur les exigences nationales définies dans le cadre d'accords avec les gouvernements. Cette nouvelle perspective exigera des acteurs de la société civile qu'ils jouent un rôle différent. Dans les faits, ils verront peut-être les fonds qui leur sont alloués diminuer, mais ils devront assumer un rôle plus déterminant dans les instruments et les programmes. La CE cherche ainsi de nouvelles formes d'implication des ANE, en particulier dans la définition des stratégies d'aide budgétaire, ainsi dans le cadre des stratégies sectorielles.

Dès lors, d'un côté, la CE cherche à maximiser le rôle potentiel des ANE dans la mise en pratique des instruments et des programmes géographiques et thématiques, en particulier

- L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)
- Le programme thématique Acteurs non étatiques et autorités locales

Mais cela ouvre également le débat sur la nécessité de renforcer les capacités des ANE pour que ceux-ci puissent développer leur potentiel dans leurs nouvelles fonctions de dialogue politique, d'évaluation et d'informations sur leurs activités, en complémentarité stricte avec les acteurs étatiques.

■ Le rôle politique des ANE est aujourd'hui reconnu dans les principaux documents d'orientation de la coopération européenne au développement.

L'Accord de Cotonou, qui en 2000 a marqué une nouvelle relation entre les pays ACP bénéficiaires d'aide et l'Union européenne, réaffirmait le rôle des acteurs non étatiques dans les processus de développement, ce qui implique qu'ils doivent:

- Être consultés dans la définition des politiques, des stratégies et des priorités de la coopération;
- Être impliqués dans la mise en œuvre de projets et de programmes;

C'est pourquoi ils doivent:

- Bénéficier de ressources financières pour exercer leur rôle spécifique;
- Et bénéficier également de soutien pour le renforcement de leurs capacités et pour l'ouverture d'espaces de dialogue dans la sphère politique.

En 2002, la multiplicité des rôles des acteurs non étatiques dans les différentes étapes du développement a été clairement précisée dans la « Communication sur la participation des acteurs non étatiques » de 2002 (7 novembre; COM 2002 598)¹. On y insiste en particulier sur la nécessité d'intégrer la société civile dans:

- Les processus de consultation et de préparation des documents de stratégie de développement national ou de stratégie pour la réduction de la pauvreté;

1. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social.

- L'élaboration des documents de stratégie de la CE pour le pays, qui émane de l'articulation de la stratégie de développement national et des priorités de coopération communautaire;
- La définition des stratégies sectorielles, une fois définis les secteurs prioritaires;
- La mise en œuvre en tant que telle des projets de développement;
- Les différentes étapes d'évaluation de la coopération, depuis l'évaluation du projet jusqu'aux révisions de la stratégie du pays.

Le document décrivait en outre de quelle façon ce rôle multiple de participation au débat et de formulation de politiques de la société civile confère une légitimité plus ancrée au processus, en renforçant la démocratie et en favorisant un sentiment de coresponsabilité chez les différents acteurs: ANE, gouvernements et secteur privé. Enfin, on soulignait que les acteurs non étatiques des pays en développement n'ont pas toujours la possibilité d'entrer dans le processus de développement, en raison de faiblesses internes ou en raison d'un contexte hostile, ce qui implique qu'il est impératif de faciliter des mécanismes de formation et de dialogue entre bailleurs de fonds et ANE.

En 2004, la CE présentait les «Directives sur les principes et les bonnes pratiques en matière de participation des acteurs non étatiques aux dialogues et aux consultations sur le développement» qui comprenaient déjà des informations plus spécifiques sur la manière d'opérationnaliser la participation effective des ANE. Dans un document générique applicable à tous les pays en développement, la CE faisait référence à la cartographie de la société civile en tant qu'outil préalable fondamental pour permettre de concilier les stratégies de développement européennes et les contextes nationaux respectifs.

Le «Consensus européen pour le développement»² de 2005 – une Déclaration conjointe de la Commission européenne, du Parlement et du Conseil européen – a établi les principes communs pour la coopération de L'Union européenne et de ses États membres.

La participation de la société civile y a une nouvelle fois été mentionnée comme l'un des principes d'orientation:

« La société civile, notamment les acteurs économiques et sociaux tels que les organisations syndicales, les organisations d'employeurs et le secteur privé, les ONG et d'autres acteurs non étatiques des pays partenaires, en particulier, jouent un rôle essentiel en tant que promoteurs de la démocratie, de la justice sociale et des droits de l'homme ».

En ces termes, le « consensus » soulignait l'importance d'élargir les espaces institutionnels pour intégrer les ANE dans la prise de décisions en matière de politiques de coopération.

Le nouveau cadre légal pour l'aide au développement de la CE – l'instrument de financement de la coopération au développement (IFCD) – renouvelle l'engagement communautaire avec une implication plus efficace des acteurs non étatiques. L'instrument, qui sert de cadre au financement de l'aide de 2007 à 2013, prévoit la mise sur pied de programmes thématiques et géographiques (par pays et par régions), en soulignant que, sur les deux axes, les acteurs de la société civile organisée doivent être impliqués tant dans le dialogue que dans la mise en œuvre de ces programmes.

2. Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique européenne de développement» [Journal officiel C 46 du 24.2.2006].

Dans tous ces documents du premier quinquennat du XXI^e siècle qui servent de matrice d'orientation de la coopération au développement de la CE, on reconnaît les acteurs non étatiques comme des éléments de premier plan aux côtés des gouvernements dans la définition et dans l'application des politiques et des stratégies. Bien que l'opérationnalisation des principes issus de ces documents ait été positive dans certains cas, elle reste malgré tout faible.

■ Évaluations de la relation société civile - CE

L'engagement pris avec la révision des instruments communautaires dans leur articulation avec la société civile des pays en développement, a mené à une série d'évaluations des mécanismes actuels de financement. Certaines d'entre elles concluent à la fragilité de ces instruments en termes d'implication efficace des acteurs non étatiques.

L'une de ces évaluations récentes a été réalisée par AIDCO – Evaluation of the EC aid channelled through civil society organisations – en décembre 2008. À propos de la période allant de 2000 à 2006, les principales conclusions du document étaient que:

- La stratégie institutionnelle de la CE, par le biais de la société civile continue à manquer de cohérence, tant au niveau des régions que des secteurs et des thèmes.
- Le manque de réelles connaissances de la valeur ajoutée des organisations de la société civile, ainsi que de la manière de renforcer cette valeur ajoutée, empêche toujours de capitaliser sur ces acteurs, en grande mesure par manque d'instruments de la CE pour ce faire.
- La culture institutionnelle de la CE est un obstacle à une relation plus fluide et plus stratégique avec la société civile, en particulier en ce qui concerne:
 - » Le maintien de la priorité de l'exécution financière rapide et en fonction de résultats, qui porte préjudice aux processus plus durables à long terme;

- » Le manque d'espaces de dialogue pour établir une coopération stratégique avec la société civile;
- » La fragmentation des responsabilités par rapport à la société civile, tant au siège que dans les délégations sur le terrain;
- Bien qu'on compte certains exemples positifs récents d'articulation stratégique de projets avec la société civile, l'impact à long terme de l'aide passant par le canal de la société civile n'a pas été évalué de façon systématique.

Les recommandations présentes dans ce document sont principalement centrées sur la nécessité de revoir la forme dont la CE établit sa relation avec les organisations de la Société civile, dans son cadre institutionnel et dans les mécanismes opérationnels en vigueur. Il est essentiel de se rappeler que l'une des principales recommandations de ce document, qui revêt un intérêt particulier pour ce guide, est qu'il est nécessaire de mieux connaître la société civile. L'une des difficultés mentionnées dans le cadre d'une coopération de qualité avec les OSC est le manque de connaissances de ses rôles dans le scénario dynamique entre OSC et entre ces dernières et les gouvernements et les bailleurs de fonds.

Autre évaluation qui mérite d'être citée est celle qui a été réalisée par la Cour des Comptes, dont les conclusions coïncident dans une large mesure avec celles de l'évaluation mentionnée. On y met le doigt sur les limites des instruments actuels de la CE pour parvenir aux objectifs souhaités, en particulier en ce qui concerne les procédures jugées trop strictes.

Des leçons sont également à tirer de certaines conclusions de l'Étude de capitalisation sur les programmes de renforcement des capacités des ANE en vertu du 9e FED³ qui, bien qu'on ne fasse pas référence à la région latino-américaine, on y décrit certaines des avancées réalisées dans le cadre de los payses ACP.

3. Étude de capitalisation des programmes de soutien au renforcement des capacités des ANE en vertu du 9ème FED. Lettre -contrat 2008/162532. Rapport final. Rédigé par Maurizio Floridi, Beatriz Sanz et Stéphan Verdecchia. IBF. Juin 2009.

On décrit dans le document quelques expériences positives de la manière dont la CE expérimente de nouveaux modes d'association avec la société civile et, de façon plus générale avec les ANE dans sa coopération. On pourrait dire que la CE se trouve pour l'instant dans une période de transition et tente d'évoluer vers une logique d'accompagnement des processus de transformation au niveau politique, institutionnel, économique et social.

À ce propos, il est fait mention dans le document du « rôle positif des programmes de la CE dans l'augmentation de la responsabilité du secteur public vis-à-vis des citoyens ». Dans le document, on détaille toutefois les objectifs futurs comme suit:

- **La nécessité de renforcer le rôle politique des ANE.** À ce sujet, la CE doit consentir des efforts d'accompagnement des processus nationaux en vigueur en matière de décentralisation politique et administrative et tirer parti des programmes de soutien aux ANE pour promouvoir une interaction plus forte entre ces dernières et leur contexte de référence. Il convient de prendre en compte la valeur ajoutée des ANE en tant qu'acteurs de la gouvernance – par leur représentativité et leur proximité vis-à-vis d'un éventail plus large de citoyens – toujours en complémentarité avec les gouvernements. Dans ce domaine, les délégations doivent renforcer leur rôle de facilitateurs du dialogue politique et d'observateurs critiques de la dynamique sociale.
- **Reconnaître la pluralité des ANE** et renforcer leur rôle dans les processus de développement également en fonction de leurs capacités et de leur nature spécifique. En tant que tel, les exercices de cartographie apparaissent comme des instruments fondamentaux permettant d'améliorer la connaissance stratégique des acteurs de la société civile.

Enfin, et vu que toutes les évaluations vont dans le sens d'une nécessité de renforcer le rôle des ANE en tant qu'acteurs de la gouvernance, il convient de souligner les conclusions de l'évaluation thématique du soutien de la CE à la bonne gouvernance⁴.

En accord avec cette évaluation, la CE a évolué de façon considérable dans le sens d'une perspective intégrée et cohérente de la gouvernance dans les nouvelles relations stratégiques avec les pays bénéficiaires d'aide au développement. Cette intention d'accorder la priorité à la gouvernance ne s'est toutefois pas traduite au niveau opérationnel dans les délégations et sur le terrain.

Les principaux obstacles rencontrés dans la réalisation des objectifs théoriques dans le cadre pratique sont notamment:

- Une connaissance et une utilisation limitées des politiques existantes, des lignes directrices, etc.
- Un déficit fréquent d'appropriation des programmes de soutien à la gouvernance ;
- Un manque de stratégies intégrées du pays pour soutenir la gouvernance;
- Les limites d'une coordination, d'une complémentarité et d'une cohérence efficaces;
- Un manque de stratégies et d'outils adéquats pour soutenir les processus de développement institutionnel dans une perspective à long terme;
- Un manque de clarté sur la manière dont la CE/l'UE appliquent des principes de gouvernance et assument une responsabilité mutuelle.
- À partir des différentes évaluations présentées ici, il est important de conclure que l'on continue d'observer des contradictions visibles entre le discours politique, dans lequel on considère de plus en plus les **Acteurs non étatiques** comme acteurs de premier plan de la gouvernance et la réalité sur le terrain.

4. Thematic Evaluation of the EC support to Good Governance. Final Report - June 2006 - PARTICIP GmbH; Contract Number: EVA/80-208.

■ La politique de soutien à la société civile de la CE dans le contexte particulier latino-américain

Si l'on considère que cette étude thématique a pour objectif d'apporter une réflexion sur une stratégie globale de soutien à la société civile en Amérique latine, il convient d'observer le cadre dans lequel se situe la coopération communautaire avec la région.

Suivant la tendance générale, les principaux instruments de coopération de la CE avec l'Amérique latine se conçoivent en termes de participation plus cohérente des acteurs non étatiques en tant qu'acteurs de développement. Ces instruments sont:

- Le cadre régional pour tout le continent;
- Les cadres de coopération sous-régionaux qui font l'objet d'accords avec la Communauté andine (CAN), le MERCOSUR et le Système d'intégration centraméricain (SICA);
- Les cadres de coopération bilatérale faisant l'objet d'accords avec chaque pays de manière bilatérale.

Plusieurs documents font référence à la nécessité de revoir les instruments de la CE en fonction d'un dialogue plus prolifique avec les acteurs de la société civile.

La Communication sur « Un partenariat renforcé entre L'Union européenne et l'Amérique latine » (COM (2005) 636 final) de 2005 va dans ce sens en proposant comme axes centraux de la politique de coopération de l'UE avec l'AL la cohésion sociale et l'intégration régionale.

En matière de cohésion sociale, la société civile joue sans aucun doute un rôle important et complémentaire à celui de l'État, dans toutes ses dimensions, nationale, régionale et locale pour assurer une appropriation et une durabilité plus grande des projets et autres interventions. Pour cela, il est nécessaire que la société civile soit organisée, mobilisée et forte, avec une capacité d'incidence politique ainsi qu'un gouvernement capable de fonctionner avec des critères participatifs et ouvert au dialogue.

De la même façon, la société civile peut être une porte d'entrée importante pour que, depuis le terrain, les citoyens et leurs organisations, en complémentarité avec les gouvernements locaux, les thèmes sociaux croisent réellement les thèmes d'intégration régionale. Cela renforcerait la dimension sociale de l'intégration, qui jusqu'à présent continue d'être un thème en suspens dans l'ordre du jour de l'Amérique latine et de ses sous-régions.

La Communication mentionnée souligne ainsi la nécessité de stimuler l'articulation entre les différentes familles d'acteurs organisés (les autorités publiques, la société civile, le secteur privé et les organisations internationales) en fonction de processus de développement plus durables à long terme.

Dans les conclusions de l'**évaluation de l'aide de la CE au travers des organisations de la société civile**, auxquelles nous faisons référence ci-dessus, il est précisé qu'en Amérique latine, la participation de la société civile a été principalement réduite à l'**exécution de projets via les programmes thématiques** (les anciennes lignes budgétaires, principalement la ligne de co-financement aux ONG) et la programmation présente **corrobore cette décision**.

La réalité sur le terrain est effectivement en contradiction avec la tendance affichée d'évoluer vers une logique d'accompagnement des processus de transformation au niveau politique, institutionnel, économique et social. Le rôle attribué aux ANE reste fondamentalement limité à la mise en marche des instruments thématiques.

Dans le document de capitalisation des expériences dans la région qui précède ce guide et compris dans l'Étude thématique sur les cartographies des ANE en Amérique latine, sont présentés des exemples de ces contradictions:

- Presque tous les pays ont mené à bien des processus de consultation avec les ANE et les AL en vue de la rédaction du DEP, normalement sous la forme d'organisation de séminaires et de rencontres, dans la majorité des DEP des pays analysés la composante de soutien à la SC n'est donc pas comprise (c'est le cas de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, CAN, du Honduras, de l'Équateur, du Paraguay, du Pérou, de l'Uruguay et du Nicaragua).
- L'un des exemples positifs est celui de la Colombie. Dans son DEP le soutien aux ANE/AL apparaît dans deux des trois secteurs prioritaires d'intervention: la Paix et la stabilité, y compris le développement alternatif (à travers des Laboratoires de Paix, qui soutient les initiatives locales visant à créer des zones de paix, de vie en commun, de développement économique et de réconciliation); et l'État de Droit, la justice et les droits de l'homme.
- La majorité des pays n'a aucun programme de Gouvernance inscrit dans le DEP. Certains pays ont cependant une composante de Gouvernance comme axe transversal des secteurs prioritaires, comme c'est le cas de l'Équateur et du Paraguay.

- La CE n'a pas réalisé de cartographie dans la majorité des pays analysés. Seule une cartographie a été menée à bien (en Équateur) et d'autres sont en cours de réalisation au Honduras, au Venezuela et au Salvador. CIVICUS et la Banque interaméricaine de développement (BID) sont les organismes qui ont mené le plus de cartographies dans la région.

On peut conclure que les instruments de consultation et d'implication des ANE dans les processus de développement sont toujours très limités dans la pratique. L'Amérique latine est une région extrêmement diverse et hétérogène avec une histoire riche en mobilisations populaires organisées qui ont joué un rôle prédominant dans les différents processus de reconstruction et de consolidation démocratiques, de dépassement des crises institutionnelles et politiques. Ce phénomène a permis que la société civile dans chacun des pays de la région ait un rôle important dans le rapprochement vers les citoyens qui n'a pas d'égal dans les sphères du pouvoir.

Dans ce contexte, la coopération communautaire peut développer un rôle important en:

- Renforçant la stratégie globale d'intervention pour soutenir la **société civile**;
- Encourageant son rôle complémentaire vis-à-vis des gouvernements en tant qu'**acteurs de premier plan dans l'architecture de la gouvernance**;
- Renforçant le rôle des **acteurs non étatiques au-delà de leur fonction traditionnelle d'exécuteurs de projets, en cherchant de nouvelles modalités de coopération.**

L'étape préalable pour ce faire est d'acquérir une meilleure connaissance des acteurs de la société civile, de leurs objectifs dans les contextes politique, socio-économique et culturel dans lesquels ils évoluent.

À partir de cet exercice de diagnostic, on pourra avoir une vision plus claire de la valeur ajoutée de la société civile.

L'élaboration d'exercices de cartographie revêt une utilité particulièrement notable dans ce contexte.

■ Page Web de la RELEX

L'Union européenne et l'Amérique latine bénéficient d'un Partenariat stratégique depuis le premier Sommet birégional organisé à Rio de Janeiro (Brésil) en 1999. Les deux régions sont des alliés naturels en raison de leurs liens historiques, culturels et économiques forts et entretiennent une coopération internationale étroite ainsi qu'un dialogue politique fluide à tous les niveaux : régional, sous-régional (Amérique centrale, Communauté andine et Mercosur) et de plus en plus au niveau bilatéral.

Les priorités politiques de l'UE concernant l'Amérique latine sont définies dans la Communication récemment adoptée « l'Union européenne et l'Amérique latine: un partenariat d'acteurs globaux » (2009) qui est une actualisation de la Communication «Une action renforcée entre l'Union européenne et l'Amérique latine» de 2005 et qui représente, comme l'a affirmé la Ferrero-Waldner « un nouveau pas en avant visible et tangible dans le renforcement de notre relation solide et prospère ». Certains thèmes qui découlent du dialogue birégional sont:

L'intensification du dialogue macro-économique et financier, l'environnement, le changement climatique et l'énergie, la science, la recherche et la technologie; la migration et enfin, l'emploi et les affaires sociales.

Le document de stratégie régionale 2007-2013 définit les domaines spécifiques des programmes de coopération pour le développement régional. Pour la période 2007-2013, l'aide de l'UE s'élève à quelque 3 milliards d'euros, et pour cette même période, la Banque européenne

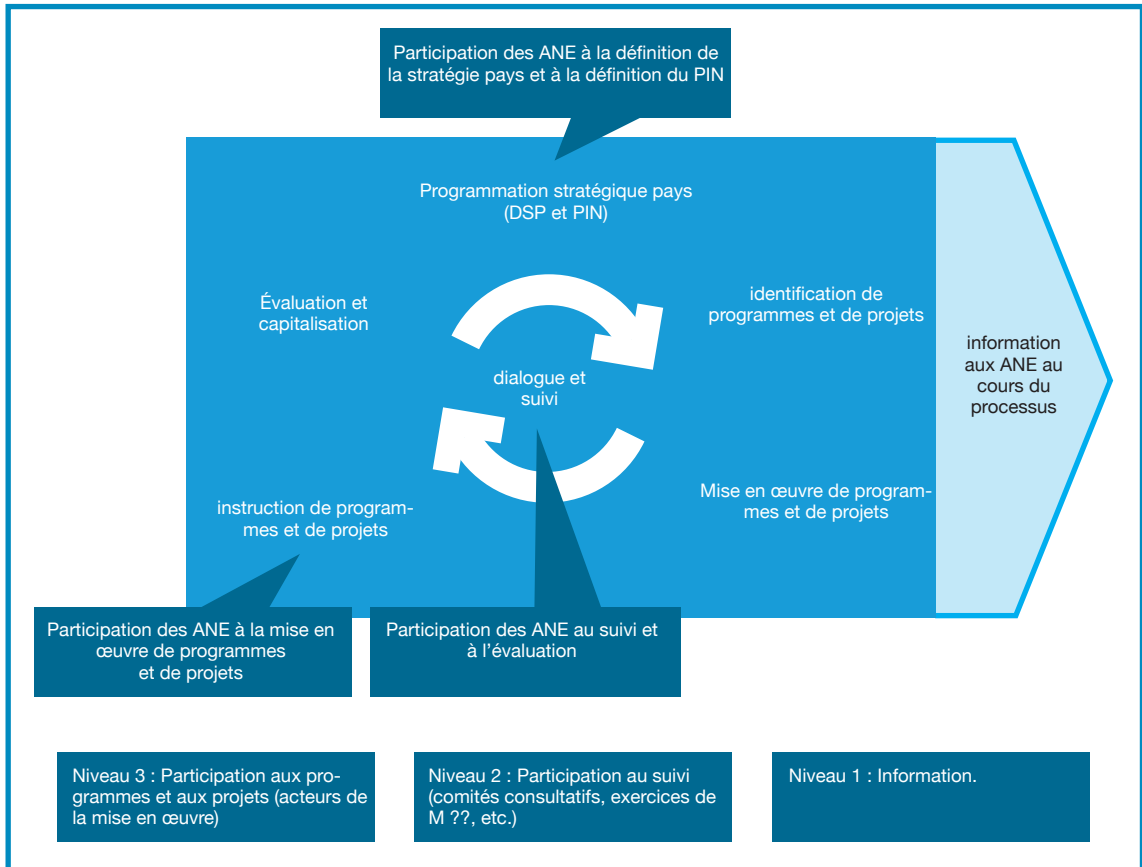
d'investissements a été autorisée à allouer des prêts allant jusqu'à 2,8 milliards d'euros.

L'UE est le plus grand investisseur dans la région et le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine.

Les dirigeants de l'UE, de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) organisent une réunion du Sommet tous les deux ans, la dernière ayant eu lieu à Lima (au Pérou) en mai 2008. La prochaine se déroulera en Espagne en 2010.

Les années où il n'y a pas de Sommet UE-ALC, on organise des réunions de niveau ministériel entre l'UE et le Groupe de Rio. Le dernier Sommet ministériel UE-Groupe de Rio s'est tenu à Prague en 2009.

■ "L'exercice de cartographie dans le cycle de programmation "



Source: Maurizio Floridi and Beatriz Sanz-Corella, Capitalisation Study On Capacity Building Support Programmes For Non State Actors Under the 9th EDF.

■ Leçons tirées de la cartographie au Guatemala

Ce guide suit l'élaboration d'un exercice de cartographie de la société civile au Guatemala. Cette cartographie a servi à donner corps et légitimité au guide qui nous occupe. Il nous a permis de tirer certaines leçons importantes. D'une part, l'étude a permis de tirer certaines conclusions quant à la société guatémaltèque en tant que telle et d'autre part, elle nous a fourni des exemples d'interprétation et d'analyse d'un exercice de cartographie.

À partir de ces conclusions, nous pouvons dire qu'au Guatemala, les organisations de la Société civile jouent un rôle important, pas toujours facile, ceci dit, dans les propositions de visions alternatives en matière de développement et de gouvernance. Leur rôle en tant qu'acteur de développement a été affaibli au cours de ces dernières années par des phénomènes tels que le manque de leadership, l'ONGisation des mouvements populaires, la migration de cadres formés ou le manque de dialogue intersectoriel.

Le rapport mentionne également comme principales tendances générales et comme objectifs d'avenir en vue d'une implication plus efficace des ANE:

- La persistance de divisions et de phénomènes de polarisation au sein de la société civile;
- Le rôle naissant des entités fédératrices, des réseaux et des alliances;
- La distribution géographique inégale;
- Des sources de financement principalement externes.

Plus précisément, il est précisé dans le rapport sur la cartographie au Guatemala que certains segments de la société sont toujours exclus de la participation et que la trop grande dépendance vis-à-vis des financements externes conduit trop souvent à la concurrence dans l'accès aux fonds. D'autre part, il existe toujours des limites au libre exercice des droits de caractère structurel et politique, ce phénomène étant associé à une méfiance historique qui est un obstacle à une relation plus fluide entre la société civile et l'État. Enfin, le contexte socio-politique continue d'exclure les niveaux d'organisation de caractère informel qui ont toujours un poids important dans la société civile guatémaltèque.

Nombre de ces phénomènes peuvent être plausibles dans un cadre plus large de l'Amérique latine, c'est pourquoi les conclusions de la cartographie acquièrent un caractère plus pertinent à l'heure de définir une stratégie globale de soutien à la société civile. Ces conclusions montrent les faiblesses tant autour qu'au sein des organisations mêmes et permettent d'identifier les points sensibles que la coopération européenne doit prendre en compte.

Il convient également de souligner qu'il est précisé dans le rapport que les organisations de la société civile promeuvent, sauf dans de rares cas, des principes démocratiques et non violents, avec des priorités positives comme l'environnement et que, de façon habituelle, elle promeuvent la transparence du secteur public, ce qui en fait un partenaire de choix en termes de complémentarité et de contrôle de l'État.

Est également mentionné le fait qu'elles sont très bien considérées par la société pour leur capacité de répondre aux besoins sociaux.

Concernant l'impact des OSC, il est précisé dans le rapport que:

- La majorité de leurs actions est liée au gouvernement, aux protestations sociales et aux actions de consultance;

- Les conseils de développement, qu'ils soient urbains ou ruraux, sont perçus comme des occasions d'implication civique;
- La capacité réelle d'incidence politique est limitée puisque seules quelques actions ponctuelles ont été développées pour améliorer la responsabilité des agences de l'État.
- Normalement, elles sont plus centrées sur des priorités de court terme et laissent de côté les ordres du jour stratégiques qui seraient significatifs à long terme.

Finalement, le rapport situe la dynamique de la société civile dans le cadre de la coopération au développement, avec un intérêt particulier pour la coopération communautaire, mais en s'approchant également d'autres bailleurs de fonds.

De façon générale, le rapport attire l'attention sur un triple processus qui s'est déroulé dans le cadre de la coopération européenne:

- D'un côté, la **dépolitisation du soutien à la société civile**, qui ne se situe plus dans un cadre plus large de gouvernance;
- En deuxième lieu, la **technicisation croissante du soutien aux organisations de la société civile**, ce qui accentue l'importance des ONG européennes au détriment de la société civile locale;
- En troisième lieu, la **séparation croissante entre les instruments géographiques et thématiques et la relégation et la circonscription du soutien à la société civile au domaine des instruments thématiques**.

Par conséquent, le rapport se conclut par des recommandations concrètes en ce sens, comme par exemple :

- Il est indispensable de conférer un rôle aux acteurs de la société civile, en tant qu' « acteurs clés de et pour la gouvernance » dans

les processus et les instances de discussion, de négociation, de suivi et d'évaluation de la coopération européenne, en complémentarité avec l'État;

- Pour ce faire, il serait important que la délégation:
 - » **En matière d'information:** révise les espaces et les outils actuels d'information, de communication et/ou de consultation dont elle dispose, afin d'en améliorer l'accessibilité;
 - » **En matière de dialogue politique:** assume un rôle de facilitateur pour promouvoir le dialogue entre le gouvernement et la société civile et qu'elle perfectionne l'harmonisation avec les autres donateurs dans le pays;
 - » **En matière de participation aux programmes et d'accès aux fonds et aux ressources:** renforce le rapprochement horizontal de la société civile et intensifie le soutien aux OSC via des instruments thématiques et géographiques.

Dans le volet sur les recommandations, sont précisés dans le rapport les questions qui semblent pertinentes en particulier au moment de définir le DSP/PIN, au moment des exercices de MTR et de suivi en général.

Le rapport a ainsi permis d'obtenir des perceptions réelles sur les organisations sociales comme acteurs de premier plan d'une dynamique sociale plus large qui les conditionne nécessairement.

Les tenants et aboutissants de ce contexte plus large permettra à la délégation de la Commission européenne de connaître les principales forces et faiblesses de la société civile du pays dans son articulation avec les autres acteurs et de forme évolutive pour pouvoir ainsi reconnaître les potentiels points d'inflexion en fonction d'une implication plus efficace des ANE dans les processus de développement.

■ Lignes directrices en matière de principes et de bonnes pratiques pour la participation des acteurs non étatiques dans le dialogue et la consultation en matière de développement

Identification des acteurs non étatiques

Une «étude descriptive» de la situation des acteurs non étatiques dans chaque pays ou chaque région peut considérablement aider la délégation à mettre en marche le processus de participation. Plus on connaîtra leurs limites, leur potentiel, leurs besoins, les secteurs dans lesquels ils sont impliqués et leurs activités, plus il sera facile de les impliquer dans le processus de développement, ainsi que d'élaborer des programmes de soutien qui leur sont spécifiquement destinés.

Une telle étude peut se révéler utile dans le cadre d'un travail fondamental: évaluer l'influence des acteurs non étatiques dans la société de chaque pays interlocuteur. Les objectifs de cette étude descriptive sont:

- D'offrir une vision générale de tous les réseaux et de toutes les organisations d'acteurs non étatiques existants (y compris les ONG nationales et internationales, les moyens de communication, les interlocuteurs économiques et sociaux, les organisations de recherche, les associations de femmes, d'autres organisations ayant un statut particulier comme la Croix rouge, etc.), mais également du processus de dialogue le plus pertinent, existant dans chaque pays ou chaque région et auquel participe la société civile
- D'évaluer la capacité de ces organisations, le rôle qu'elles jouent et les obstacles auxquels elles sont confrontées, en termes de défense d'intérêts, de supervision, de dialogue politique et de prestation de services, tant au niveau central que provincial.

L'étude devrait être réalisée de façon réaliste et identifier les réseaux clés des organisations et des acteurs non étatiques, et il conviendrait de sélectionner géographiquement et par thème les réseaux et les organisations représentatives pour leur analyse, en prenant en compte les domaines d'importance stratégique dans la coopération de l'UE/la CE.

Pour fournir les résultats attendus, l'étude doit comprendre l'analyse des aspects suivants des Organisations et des réseaux de la société civile:

- Leurs mission et fonctions, ainsi que leur capacité à les mener à bien,
- les relations qui prévalent entre eux,
- leur niveau d'implication dans le dialogue,
- la supervision et la mise en œuvre des politiques, à l'échelle centrale et provinciale, avec les autorités nationales ou la communauté des bailleurs de fonds; notamment la situation actuelle en termes de participation vis-à-vis de la coopération avec d'autres donateurs et la CE.
- L'opinion et la participation de leur base,
- leur environnement financier et leurs stratégies pour lever des fonds (cadre législatif du financement et dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure) ,
- leurs opinions, leurs attentes et leurs stratégies en termes de collaboration avec l'administration centrale et locale,
- le flux d'information au sein de la société civile et entre les acteurs non étatiques eux-mêmes à l'échelle centrale et des communautés : la nature («descendante», c'est-à-dire depuis le niveau central vers les districts et les communautés et/ou « ascendante » c'est-à-dire depuis les communautés vers les niveaux provinciaux et centraux) et les contenus,
- le flux d'informations entre les bailleurs de fonds, le gouvernement et la société civile: la nature («descendante

ou ascendante») et les contenus (stratégies, politiques, responsabilité, procédures, accès au financement, etc.)

- l'indication (géographique, sectorielle, etc.) du degré d'organisation des acteurs non étatiques et de la nécessité (ou non) du développement de capacités, en prenant en considération les synergies et les liens possibles avec les programmes et les initiatives déjà existantes dans ce domaines.

Les résultats attendus de cette « étude descriptive » seront:

- Une description analytique des réseaux et des organisations d'acteurs non étatiques existants et de leur mission, ainsi que des intérêts qu'ils représentent ou du mandat que leurs membres peuvent leur avoir conféré. Cette étude fournira des informations utiles quant au type d'organisations de personnes pauvres qui y participent et à quelles fins, ainsi que sur l'équilibre de pouvoir et d'influence entre les divers groupes d'acteurs non étatiques et dans quelle mesure on peut les considérer comme étant représentatifs des intérêts de la base .
- Une évaluation de la capacité de ces organisations à contribuer au processus de développement en termes de dialogue politique, de supervision et de défense d'intérêts et de prestation de services, y compris une analyse de la mesure dans laquelle les organisations de la société civile participent actuellement à l'offre de services pour le gouvernement.
- Une analyse et une évaluation de la manière dont les mécanismes de consultation et de dialogue disponibles contribuent à une participation égalitaire des femmes et des hommes dans les processus d'élaboration des politiques, y compris l'identification des incitants de caractère positif qui peuvent être nécessaires pour que les organisations de femmes participent activement aux processus de dialogue dans le pays.

- Une description analytique des mécanismes institutionnels et du cadre législatif dans lesquels opèrent les acteurs non étatiques et qui orientent l'interaction entre le gouvernement et la société civile.
- Une analyse de la vision et des stratégies du gouvernement en ce qui concerne l'implication de la société civile dans le processus de développement .
- Une vision générale des initiatives des autres bailleurs de fonds en lien avec l'implication de la société civile dans le dialogue ainsi que dans le développement de ses capacités. Il conviendrait également de mettre en évidence les différentes options pour parvenir à des synergies et à de la cohérence (par exemple, des fonds conjoints (basket funding) ou d'autres types d'aide à la coordination).
- Une analyse des mécanismes existants ou prévus pour la participation des acteurs non étatiques dans la programmation, la révision et l'évaluation de la coopération au développement financée par la CE.

Cette «étude descriptive » devra faire l'objet de discussions dans le cadre de séminaires avec les intéressés afin de mieux comprendre la nature et les attentes des acteurs non étatiques et de déterminer les principaux éléments nécessaires pour organiser les différentes consultations et élaborer un programme de soutien de ces acteurs. Même dans les pays les moins peuplés où il est facile d'identifier les acteurs non étatiques, certaines composantes de cette «étude descriptive » peuvent se révéler utiles pour analyser correctement la situation.

Dans les pays où la CE ou d'autres bailleurs de fonds ont déjà réalisé plusieurs études dont le contenu correspond en grande partie aux objectifs de l'«étude descriptive », on utilisera ces études pour éviter les duplications, bien qu'il puisse être utile d'actualiser leur contenu à un moment donné.

Dans certains cas, il n'existe pas encore d' «étude descriptive » et il s'avère très difficile d'identifier les acteurs non étatiques en vue de leur participation dans les dialogues et les consultations, en raison du grand nombre d'organisations de la société civile existantes ou de leur manque de capacité. Dans l'attente d'une «étude descriptive » complète, l'on pourrait commencer à discuter de tous les thèmes liés à leur participation dans les systèmes de consultations multilatérales avec toutes les parties intéressées. Ces systèmes de consultation devront être souples, ouverts, intégrateurs et pluralistes et leur composition sera régulièrement revue.

